

AADL 2013

**Retrait des décisions d'affectation
au profit de 68.000 souscripteurs**

P.24



SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales **times**

N°3149 Mercredi 01 Décembre 2021 - Prix: 15 DA - www.seybouseimes.dz

**Nous informons nos
fidèles lecteurs et
lectrices de l'ouverture
d'un site web.**

Veillez le consulter au :
www.seybouseimes.dz

ANNABA

**Plusieurs dossiers d'investissement
en instance passés en revue sous
la supervision du wali**

P.06



ANNABA



**Décès d'un enfant
fauché par un véhicule
à El Hraicha**

Le chauffard en fuite

P.07

ANNABA



**Les contractuels
protestent pour
la 37ème fois...
mais en vain**

P.06



PROJETS EN SUSPENS :
**Associer la Médiature de la
République pour une meilleure
prise en charge des industriels**

P.05

La communauté internationale appelée à assumer ses responsabilités envers l'Etat de Palestine

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a appelé lundi la communauté internationale à assumer ses responsabilités historiques envers les manœuvres de l'occupation sioniste visant à compromettre le projet d'édification de l'Etat palestinien souverain.

Dans une allocution à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, M. Tebboune a réitéré le soutien de l'Algérie à la lutte du peuple palestinien pour "le recouvrement de tous ses droits spoliés".

Il a en outre appelé la communauté internationale à "assumer ses responsabilités historiques envers la violation par l'occupation sioniste de la légalité internationale et ses manœuvres visant à imposer la politique du statu quo, à se soustraire de ses engagements et à priver d'effet

les conventions en vue de saper le projet d'édification de l'Etat palestinien souverain".

A cette occasion qui marque "une reconnaissance d'une injustice historique dont souffre le vaillant peuple palestinien dans sa lutte légitime pour le recouvrement de ses droits spoliés", le président de la République a rappelé que le statut de la cause palestinienne au regard des crimes perpétrés par les forces d'occupation sioniste "interpelle la communauté internationale à consentir davantage d'efforts afin d'amener l'ONU, notamment son Conseil de sécurité, à honorer ses engagements en matière de défense du droit et de l'ordre internationaux, à œuvrer à demander des comptes à l'occupation sioniste sur les dépassements et les violations commises contre le peuple palestinien et à assurer la protection internationale pour ce



peuple".

Il a rappelé, dans ce cadre, l'approche algérienne reposant sur le principe stipulant qu'"aucune solution ne saurait être envisagée sans l'association des Palestiniens".

Le chef de l'Etat a renouvelé l'attachement de l'Algérie à l'Initiative de paix arabe adoptée à Beyrouth lors du sommet de la Ligue arabe, une initiative basée sur "le principe du retrait total de

l'ensemble des territoires arabes occupés en contrepartie d'une paix dans le cadre de la légalité internationale et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, notamment les résolutions 242 et 338".

La communauté internationale "est appelée à remédier à cette situation en renonçant à la politique de deux poids deux mesures et à assumer ses responsabilités historiques et

juridiques", a tenu à souligner le Président Tebboune.

Il s'agit pour ce faire, poursuit le chef de l'Etat, de "faire pression sur l'occupant israélien pour l'amener à se conformer totalement à la légalité internationale, afin d'éviter les conséquences de la situation actuelle et ses retombées directes sur l'instauration de la paix et la sécurité au double plan régional et international".

Lamamra dénonce les complots contre l'Algérie pour son soutien aux mouvements de libération

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a dénoncé la poursuite de la "série de complots" contre l'Algérie pour la faire dévier de son rôle historique depuis l'indépendance en soutien aux mouvements de libération en Afrique et en Asie, et ce, en lui créant des problèmes de l'extérieur comme de l'intérieur.

"L'Algérie se considère actuellement comme un Etat en confrontation avec l'entité sioniste que nous combattons aux côtés de nos frères arabes, après que les sionistes sont arrivés à nos frontières et concluent des accords militaires, sécuritaires et de renseignement avec le voisin, le frère et l'ami", a indiqué M. Lamamra dans une interview publiée, lundi, par le quotidien "Al Qods Al arabi".

En dépit de son absence, des années durant, de la scène arabe et internationale notamment durant la décennie noire, l'Algérie a repris, grâce au récent Hirak populaire et à la prise des commandes par des Hommes



suite à des élections intègres, le chemin de l'efficacité et l'influence sur les plans régional et international", a poursuivi le Chef de la diplomatie algérienne. Selon le ministre, la relation du Maroc avec l'entité sioniste et son impact sur la cause sahraouie ainsi que la relation entre l'entité sioniste et la cause palestinienne à la lumière de la normalisation arabe "traceront les contours

d'un nouveau monde arabe".

"Si l'Algérie se trouvait encerclée et sa sécurité interne déstabilisée, les partisans de la normalisation seront ravis d'éliminer l'obstacle de l'Algérie qui refuse la normalisation par principe", a-t-il dit.

Et d'ajouter : "à partir de là, il nous paraît que les choses sont plus délicates. Contrairement à ce qui s'est passé en 1975 où

c'est le régime qui était visé, aujourd'hui c'est l'Algérie qui est visée en tant que Nation ainsi que son unité nationale, sa souveraineté, son indépendance nationale et son intégrité territoriale. Actuellement, le danger est plus important, nous avons l'impression qu'une guerre nous est déclarée. Toutes les démarches prises sont des mesures défensives en vue de

préserver la sécurité de notre pays".

Selon M. Lamamra, "l'idée d'utiliser la carte du Sahara occidental pour renforcer le Maroc et affaiblir l'Algérie est toujours d'actualité. La question a ressurgi à nouveau suite aux affaires de terrorisme et de Hirak populaire en Algérie en pensant que l'Algérie est occupée par ses affaires internes".

Le Maroc est désormais animé d'une conviction stipulant que les Nations unies ont cédé aux instigations de la France et des Etats-Unis, et abandonné l'idée de classer la crise comme une question de décolonisation, mais plutôt de question ayant trait à des différends locaux pouvant être réglés à travers l'octroi de l'autonomie aux sahraouis, a ajouté M. Lamamra, précisant qu'il s'agit là d'un reniement de l'ONU d'un de ses principaux principes, à savoir l'octroi de l'indépendance aux peuples et aux territoires occupés comme le prévoit la résolution 1514 de 1960.

SEYBOUSE

Quotidien indépendant d'informations générales times

Edité par la S.A.R.L MEDIACOM PRESSE
Direction, rédaction et administration :
46, rue Emir Abdelkader - Annaba

Directeur general :
Bicha salim
Directeur de la publication :
Noureddine Boukraa
Directrice de la rédaction :
Bicha Bariza Nesrine
Tél/Fax : 038 45 58 35
Tél/Fax : 038 45 58 36
Tél/Fax : 038 45 58 37
Email: redactionseybouse@gmail.com

P.A.O SEYBOUSE Times
Site web: www.seybouseimes.dz
Email: redaction@seybouseimes.dz
contact@seybouseimes.dz
Facebook : SEYBOUSE TIMES
Impression : SIE Constantine
Diffusion : EURL K.D.P.A cité Benzekri
Bât F N ° : 424 Constantine

Pour votre publicité,
s'adresser à l'entreprise
nationale de communi-
cation d'édition et de
publicité, ANEP. SPA,
1 AVENUE PASTEUR
ALGER
TEL : 021/71 16 64
021/73 71 28
FAX : 021/73 95 59
021/73 99 19

Les manuscrits, photo-
graphies ou tout autre
document et illustration
adressés ou remis
à la rédaction ne seront
pas rendus et ne feront
l'objet d'aucune
réclamation.
Reproduction interdite
de tous articles sauf
accord de la rédaction

L'Algérie ne renoncera pas au droit à l'autodétermination des peuples palestinien et sahraoui

“Le Maroc est conscient de l'impossibilité d'imposer sa vision au sujet du Sahara occidental, tant qu'une forteresse inébranlable subsiste, l'Algérie, qui soutient le droit des peuples sahraoui et palestinien à l'autodétermination”, a indiqué le chef de la diplomatie algérienne. Le ministre a souligné que “l'Algérie ne compte, ni maintenant ni à l'avenir, abandonner ce principe. C'est pourquoi un plan visant l'Algérie a été relancé une nouvelle fois”, relevant que le statu quo ne peut pas être imposé au Sahara occidental même après la reconnaissance de Trump ou quiconque d'autre, et ce, tant que l'Algérie soutient le peuple sahraoui dans sa lutte pour le droit à l'autodétermination.

M.Lamamra a fait état, par ailleurs, d'une propagande qui tente de déformer la vraie image de l'Algérie, relevant que certains ont des lobbies étrangers en



France et aux Etats-Unis pour noircir l'image de l'Algérie et blanchir celle du Maroc.

Il a souligné que “l'Algérie n'accepte jamais que le Maroc l'utilise pour réaliser ses intérêts, car nous sommes un pays qui a

des principes et nous ne prenons pas de mesures de riposte. La question de protection de notre sécurité nationale est une priorité”.

“Les mesures prises par l'Algérie, notamment la rupture de ses

relations avec le Maroc et l'arrêt du passage du gaz par le Maroc s'inscrivent dans cette vision. Ces positions et décisions sont appuyées par le peuple algérien qui est conscient que son pays est ciblé”, a indiqué le ministre, relevant que tout ce qui arrive à l'Algérie et conduit à sa faiblesse aura des répercussions sur les questions palestinienne et sahraouie.

M.Lamamra a annoncé, dans ce cadre, une visite en Algérie du président palestinien Mahmoud Abbas avant la fin de l'année en cours.

Concernant la question de la tenue du sommet arabe en mars prochain en Algérie, M. Lamamra a fait état de parties “qui œuvrent à saper le prochain sommet. En cas d'échec ils tenteront d'affaiblir la représentation (...)”.

En dépit de ces tentatives, l'Algérie, poursuit M. Lamamra, “jouit d'une crédibilité plus importante auprès des peuples arabes comparée aux tenants de

la théorie selon laquelle chaque pays s'occupe de ses affaires à sa guise loin de toute coordination collective, à l'instar des pays de normalisation dont le Maroc qui mettent leurs intérêts au dessus de toute autre considération”.

“La position de l'Algérie demeure une position équilibrée sur la paix avec Israël. Nous croyons qu'une paix raisonnable doit au moins être fondée sur l'Initiative de paix arabe et le principe de la terre contre la paix, et l'établissement d'un Etat palestinien avec El-Qods Est comme capitale.”

Le chef de la diplomatie algérienne a conclu que l'Algérie n'abondera pas sa Mémoire, son histoire et ses principes. “Nous savons qu'il y a un prix à payer, mais le destin de l'Algérie est de rester fidèle à ses principes, son histoire et la Mémoire de ses martyrs qui se sont sacrifiés pour que leur pays demeure libre, souverain, indépendant et un appui pour les opprimés.”

L'Algérie participe en Espagne au lancement officiel du Réseau parlementaire du MNA

Une délégation parlementaire algérienne a pris part lundi à Madrid (Royaume d'Espagne) au lancement officiel du Réseau parlementaire du Mouvement des non-alignés (MNA), et ce lors de la tenue des travaux de la 143e Assemblée de l'Union interparlementaire (UIP).

Ce réseau qui regroupe 120 pays, vise à “consacrer l'engagement aux principes du MNA,

aboutissement de la conférence de Bandung de 1955, et à garantir le soutien parlementaire à la mise en œuvre des engagements en créant un cadre de coopération et de coordination entre les parlements des pays non-alignés, qui focalise sur les priorités de l'action liées au dérèglement climatique, la démocratie, les droits de l'Homme, la paix et la sécurité et le développement durable”, a indiqué un communiqué conjoint

du Conseil de la nation et de l'Assemblée populaire nationale (APN).

Les signataires du document constituant ce réseau s'attèlent, selon la même source, à “créer le cadre de coopération et de coordination entre les parlements des pays non-alignés, à garantir la contribution des parlementaires à trouver des solutions auxquels se heurtent les pays membres et à promouvoir les contacts



avec les différentes instances parlementaires internationales pour une large coordination

parlementaire”.

La première réunion du réseau parlementaire du MNA se tiendra en 2022 à Baku (Azerbaïdjan).

La délégation parlementaire prenant part aux travaux de la 143e Assemblée de l'UIP était dirigée par le vice-président du Conseil de la nation, Ahmed Bennai, en compagnie du vice-président de l'APN, Moundir Bouden et du membre du Conseil de la nation, Ahmed Kharchi.

Salon de Défense EDEX-2021 en Egypte : Saïd Chanegriha assiste à la cérémonie d'ouverture

Le Général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale (ANP), a pris part, lundi en Egypte, à la cérémonie d'ouverture officielle du 2e Salon de défense “EDEX-2021” et évoqué avec son homologue égyptien la situation en Afrique du nord et dans l'espace sahélo-saharien, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

“Au deuxième jour de sa visite officielle en République arabe d'Egypte, le Général de Corps d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'ANP, a assisté à la cérémonie d'ouverture officielle de la 2e édition du Salon de défense +EDEX

-2021+, présidée par le Président de la République arabe d'Egypte, Abdelفتاح El Sissi”, précise la même source.

“Après la cérémonie d'ouverture, et accompagné de sa délégation, le Général de Corps d'Armée a visité les stands du Salon où il s'est enquis de près des différents armements et systèmes d'armes modernes exposés, et a reçu, à cette occasion, des explications exhaustives, avant d'assister à des exposés présentés par les représentants des sociétés productrices”, ajoute-t-elle.

En outre, le Général de Corps d'Armée a été reçu en audience par le Général de Corps d'Armée, Oussama Askar, Chef d'Etat-major des Forces armées de la République arabe

d'Egypte. Il a saisi cette occasion pour transmettre à son hôte les salutations de l'ensemble des personnels de l'ANP à leurs homologues au sein des Forces Armées égyptiennes, ainsi que leurs vœux de réussite”, a-t-on indiqué.

Enfin, “les deux parties ont évoqué la situation prévalant en Afrique du nord et dans l'espace sahélo-saharien, ainsi que les multiples menaces multidimensionnelles susceptibles de déstabiliser la région tout entière. Elles se sont longuement entretenues sur les moyens à même de contribuer à la consolidation des efforts pour asseoir la paix et la sécurité aux niveaux régional et continental”, a conclu le communiqué du MDN.



Vers la révision de tous les textes juridiques pour une presse professionnelle et responsable

Le Premier ministre, ministre des finances, Aïmene Benabderrahmane a affirmé, mardi à Alger, que le Gouvernement s'attelle à la révision de tous les textes juridiques en vue de consacrer une presse professionnelle et responsable, annonçant la finalisation de l'élaboration de quatre (04) textes juridiques pour la promotion du secteur. S'exprimant lors d'une Journée d'étude organisée à l'occasion de la célébration du 60e anniversaire de la création de l'agence Algérie Presse Service (APS), le Premier ministre a indiqué que "le Gouvernement s'attèle

à la révision de tous les textes juridiques en vue de consacrer une presse professionnelle et responsable, respectueuse des règles de déontologie et d'éthique, dans le cadre de l'adaptation des textes aux dispositions de la Constitution de 2020 de manière à répondre aux aspirations du citoyen et à lui garantir le droit d'accès à une information fiable et un Service public de communication efficient, outre l'impérative réorganisation du secteur pour être au diapason des développements sociaux et de la dynamique politique que connaît le pays".

A ce propos, M.

Benabderrahmane a fait état de la finalisation de "quatre textes à même de promouvoir ce secteur sensible et stratégique". Il s'agit de "la loi organique relative à l'information et des lois sur l'audiovisuel, la publicité et le sondage d'opinion", précise-t-il, ajoutant que la Gouvernement s'emploie, en outre, au parachèvement de l'élaboration du décret exécutif relatif à l'organisation de l'activité des agences de communication.

Dans cette optique, le Premier ministre a rappelé que le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a consacré, parmi ses 54 engagements, "un pan



important au développement de l'information en général et à l'information publique en particulier, en vue de la hisser à

un niveau lui permettant d'être un véritable acteur dans le processus d'édification et de développement de la société".

Hommage aux journalistes disparus de l'APS à l'occasion du 60^{ème} anniversaire de sa création



Le Premier ministre, ministre des Finances, Aïmene Benabderrahmane, a rendu hommage, mardi à Alger, aux journalistes disparus de l'Agence Algérie Presse Service (APS), à l'occasion du 60e anniversaire de sa création.

Lors de la Journée d'étude organisée par l'APS au Centre international des conférences, M. Benabderrahmane a rendu hommage aux journalistes

disparus, Nadjat Fennouche, ancienne cheffe du bureau APS d'El Tarf, Djaddour Salah Eddine Kaddour, journaliste au bureau d'Oran et Djamel Eddine Bessou, journaliste au siège central, .

La famille de la défunte Nadjat Fennouche a salué cette distinction qui intervient à l'occasion de la célébration d'un événement "important". Son fils Rabie a remercié les cadres et les journalistes de l'agence pour l'intérêt

accordé à la journaliste, qui "a consacré sa vie au service de ce grand édifice médiatique et de la patrie".

De leur côté, les deux fils du journaliste Djaddour Salah Eddine Kaddour, Mohamed et Imane, ont salué le geste louable de l'APS en hommage à ses journalistes décédés soulignant que le défunt était "engagé" dans l'accomplissement de son travail et était connu pour son professionnalisme.

L'APS décidée à préserver son rôle pionnier sur la scène médiatique

Le Directeur général de l'agence Algérie Presse Service (APS), Samir Gaid, a affirmé, mardi à Alger, que l'agence était décidée à "préserver son rôle pionnier sur la scène médiatique", à travers le lancement d'une série d'ateliers au sein de ses structures rédactionnelles pour le développement du service public".

"L'APS est décidée à préserver ses acquis et son rôle pionnier sur la scène médiatique nationale et à l'étranger et à contribuer au développement du champ médiatique national", a déclaré M. Gaid dans une allocution prononcée lors des travaux d'une journée d'étude organisée par l'APS au Centre international des conférences (CIC) à l'occasion du 60e anniversaire de sa création, rappelant que le président de la République Abdelmadjid Tebboune accorde "un grand intérêt" à cette démarche. L'APS "entend demeurer une "référence" en matière de service



public pour accompagner le processus d'édification nationale et se faire l'écho dans le monde des positions de principe historiques de l'Algérie en faveur du développement, de la paix, la sécurité et la coopération régionale et internationale, a affirmé M. Gaid.

Dans le cadre de ce processus de modernisation, l'APS a lancé récemment une série d'ateliers au niveau de ses structures rédactionnelles pour développer le service public et améliorer la qualité de ses produits,

notamment son produit de base, la dépêche, autant sur le plan de la forme que du contenu (traitement de l'information), pour répondre aux attentes de ses abonnés et du large public, a-t-il indiqué ajoutant que l'agence poursuit également le développement de ses services d'infographie, de vidéographie et de production de contenus multimédia.

Face au phénomène des fake-news (fausses informations) qui prend de l'ampleur, notamment à travers la toile et les réseaux sociaux, dans ce qui est convenu

d'appeler "guerre de 4ème génération", l'APS a mis en place de multiples mécanismes de veille informationnelle pour réfuter les fausses informations et éclairer l'opinion publique en lui fournissant les faits réels, avec professionnalisme, objectivité et déontologie, a encore affirmé M. Gaid.

Au plan organique, l'agence a récemment mis en place un "mécanisme lui permettant de renforcer son déploiement en s'adaptant au nouveau découpage administratif du pays, à travers

notamment la création de bureaux au niveau de dix nouvelles wilayas, sans oublier les efforts intenses consentis pour le développement de l'information de proximité dans le cadre de la promotion du droit du citoyen à l'information objective et pour contribuer au renforcement de la solidarité nationale dans ses différentes dimensions".

L'APS projette également un redéploiement de ses bureaux à l'étranger, en adéquation avec les intérêts de l'Algérie, dans le cadre d'une nouvelle stratégie, conformément aux nouvelles données internationales.

L'agence nationale de presse s'est dotée en 2017 d'une nouvelle plateforme rédactionnelle de gestion de tout le processus de production de l'information (texte et multimédia) au profit de ses abonnés.

Elle compte lancer prochainement un site en espagnol, eu égard à l'importance que revêt cette langue dans le monde.

Projets en suspens : Associer la Médiature de la République pour une meilleure prise en charge des industriels

Associer la Médiature de la République dans le traitement des projets en suspens du secteur industriel permettra une meilleure prise en charge des préoccupations des industriels dont les projets ont été retardés, a affirmé lundi à Alger, le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar.

Dans son allocution lors d'une réunion de coordination avec le Médiateur de la République, Brahim Merad, le ministre a précisé que cette rencontre s'inscrivait dans le cadre des instructions données par le Président de la République lors du dernier Conseil des ministres, pour une meilleure prise en charge des préoccupations des industriels dont les projets ont été retardés, rappelant la nécessité de prendre des mesures d'urgence pour relancer l'économie nationale, et ce à travers la dynamisation de l'investissement "en tant que principal moteur de l'économie nationale".

M. Zaghdar a mis en avant l'importance de mettre en œuvre les démarches du ministère de l'Industrie concernant le traitement des dossiers de demandes d'octroi d'avantages prévus dans le code de l'investissement soumises par les investisseurs à l'Agence nationale de développement des investissements (ANDI).

Dans ce contexte, M. Zaghdar a rappelé qu'un comité interministériel chargé du suivi des projets d'investissement en suspens s'attela à accélérer le traitement du "grand nombre"



de projets achevés mais toujours pas en phase d'exploitation en raison de restrictions liées au manque d'aménagement des zones d'activité et au retard dans les travaux de raccordement aux réseaux d'électricité, de gaz et d'eau.

D'autres projets demeurent toujours en suspens en raison du retard accusé dans l'obtention de certaines autorisations administratives.

Présidé par le wali et composé de représentants des deux ministères, ce comité a été élargi aux comités de wilayas chargés du suivi et de la levée des restrictions qui entravent la mise en service des projets d'investissement.

Plus de 1500 demandes gelées

en cours d'examen

Le ministre a expliqué que ce dossier a été traité en collaboration avec le ministère de la Justice en vue d'accélérer le traitement du grand nombre de demandes formulées pour bénéficier des avantages de la loi sur l'investissement, qui était soumis à l'étude.

En chiffres, 1500 demandes gelées sont en cours d'examen, a indiqué le ministre, précisant que le traitement effectué entre les départements de l'Industrie et de la Justice a permis de cerner des demandes dont les réserves ne peuvent pas être levées pour des raisons procédurales, et celles dont les réserves ont été levées car remplissant les conditions

requis.

Ainsi, les investisseurs concernés pourront lever les réserves afin d'engager les procédures de réalisation de leurs investissements, en s'approchant des guichets uniques spécialisés territorialement de l'ANDI qui se chargera de les accompagner dans la réalisation de leurs projets en suspens.

Le ministre a également affirmé que l'opération de la levée des obstacles n'était pas limitée seulement aux projets achevés, mais sera généralisée à tous les projets qui ont été réalisés avec des taux de 50% à 70%.

Il a également relevé que l'impact économique direct de l'ensemble des demandes, dont les réserves

ont été levées, aura une valeur ajoutée dans la création de richesses et d'emplois.

De son côté, le Médiateur de la République a relevé la nécessité de "lever tout ce qui entrave le bon déroulement de l'investissement", rappelant l'importance de recenser les projets en suspens et leurs principales entraves.

Le Médiateur de la République a également évoqué les raisons ayant entravé des projets d'investissement, à travers les wilayas du pays, dont la non-délivrance d'un permis de construire, ou de certificat de conformité ou de l'autorisation d'exploitation, ainsi que le non-aménagement de la zone industrielle ou le non-raccordement à l'électricité ou à l'eau.

Pour résoudre ces problématiques, M. Merad a appelé à trouver les solutions "dans des délais raisonnables", notamment en adaptant les lois ou avec des solutions exceptionnelles en vue de faciliter les activités industrielles ou en permettant d'élargir les projets.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait chargé le Médiateur de la République, lors de la réunion du Conseil des ministres tenue le 21 novembre courant, "de la prise en charge des préoccupations des industriels dont les projets sont en suspens pour des raisons bureaucratiques remontant à la gestion de la période précédente".

Economie de la connaissance : Installation du comité de préparation de la loi cadre du secteur

Le comité national de préparation de la loi cadre sur l'économie de la connaissance a été installé lundi à Alger par le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la connaissance et des Start-up, Yacine El-Mahdi Oualid.

Lors d'un point de presse organisé en marge de l'installation de ce comité, M. Oualid a indiqué que cette loi est "très importante" et s'inscrit dans le plan d'action du Gouvernement 2021-2022.

Ce texte rentre, également, dans le cadre de la concrétisation des recommandations issues des assises nationales sur l'économie

de la connaissance, organisées en mars dernier et qui avaient réunis plus de 1.400 experts algériens afin de relever tous les obstacles que connaît l'environnement algérien dans les domaines de la recherche et du développement, de l'innovation, de la propriété intellectuelle et du transfert technologique, a-t-il détaillé.

Cette loi aura un rôle "primordial dans la conduite de la stratégie nationale visant à s'appuyer sur l'économie de la connaissance pour développer l'économie nationale et lui apporter une valeur ajoutée", a précisé le ministre.

Le comité en charge de préparer

cette loi sera composé de représentants de plusieurs départements ministériels, notamment celui des Finances, de la Numérisation et des Statistiques, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, des Technologies de l'Information et des Télécommunications, de l'Industrie et de l'Economie de la connaissance et des Start-up, a-t-il expliqué.

Des experts algériens, pour la plupart résidents à l'étranger, à l'instar du Pr. Kamal Youcef Toumi, Pr. Abdelkader Djefflat et Pr. Belkacem Heba, siègeront, aussi, au sein de ce comité, a ajouté le ministre.



ANNABA / Investissements Plusieurs dossiers d'investissement en instance passés en revue sous la supervision du wali



Sihem Ferdjallah

Chaque semaine, se tient au siège de la wilaya d'Annaba une réunion de la cellule d'écoute chargée d'étudier et de suivre hebdomadairement les dossiers d'investissement. Hier, cette même cellule a tenu une séance de travail au siège de la wilaya sous la présidence du wali, Djamel Eddine Berrimi, qui ne ménage aucun effort pour suivre en personne les dossiers qui font l'objet d'un suivi et d'un traitement en cours. En effet, plusieurs projets d'investissement ont été examinés sous la supervision du wali. De nombreux dossiers d'investissement en souffrance depuis quelques années à cause des obstacles administratifs qui empêchaient leur mise en exploitation, ont été passés en revue. Après l'examen des dossiers, le wali a donné des instructions strictes pour

lever tous les obstacles qui empêchent le lancement de ces projets. D'autre part, le wali a indiqué que des visites sur les sites seront organisées pour inspecter les projets d'investissement au point mort, également ceux qui ont été achevés et ceux n'ayant pas fait l'objet d'une mise en service, d'autant plus que l'on s'attend à ce que ces projets génèrent une importante création d'emplois. Pour le wali l'essentiel est de s'investir non pas seulement dans des projets commerciaux mais, aussi et surtout, dans l'investissement productif et la création d'emploi au profit des jeunes. Les investisseurs doivent également s'engager en matière de respect des délais de réalisation de leurs projets. Cela permettra de reconnaître les investisseurs malhonnêtes qui ne sont intéressés que par l'obtention d'une assiette foncière.

ANNABA / Education nationale Des écoliers grelottent en attendant le chauffage à El Bouni

Sarah Yahia

Des dizaines d'établissements scolaires à la commune d'El Bouni, précisément au niveau des localités éloignées telles que Chawli Belkacem, Oued Ennil, Sarouel, sont dépourvus d'appareils de chauffage. Alors que les autorités avaient déboursé d'énormes moyens financiers pour améliorer les conditions de scolarisation, des milliers d'élèves qui se retrouvent, à leur grand dam, dans de véritables "chambres froides". «La situation est insoutenable. Impossible pour l'élève d'acquiescer quoi que ce soit de ce qu'on lui dispense dans de telles conditions», déplore un citoyen, ajoutant : «Tout cela à cause de la chaudière, fonctionnant au fuel, qui tombe souvent en panne pour plonger les élèves dans un froid glacial.» La vague de froid qui sévit actuellement dans la wilaya d'Annaba depuis quelques jours a aggravé la situation des potaches. Ces derniers grelottent de froid. Dans les établissements non raccordés au



réseau de distribution de gaz naturel, des parents d'élèves ont carrément décidé de garder leurs enfants chez eux et de ne pas autoriser leurs enfants à aller étudier dans des conditions intolérables pour ne pas dire dramatiques. En attendant le dénouement de cette situation de déliquescence, des écoliers, des enseignants sont durement confrontés à la rigueur d'un autre hiver encore plus froid et auront certainement beaucoup de difficultés à aborder les examens dans des classes glaciales à l'extrême.

ANNABA / Emploi Les contractuels protestent pour la 37^{ème} fois... mais en vain



Sihem Ferdjallah

Plus d'une cinquantaine de jeunes gens hommes et femmes ont manifesté, hier, devant le siège de la wilaya pour exiger leur réintégration et le renouvellement de leurs contrats de travail, PID, DAIS ainsi que l'abrogation des dispositions inhérentes à la condition d'âge, qui stipule que les postulants aux contrats de la DAS doivent avoir moins de 35 ans. En outre, leur permanisation, une fois les conditions exigées par le dispositif d'insertion professionnelle remplies. Hier, ils ont poursuivi leurs 37^{ème} protestation visant à dénoncer la

précarité de leur situation professionnelle et réclamer leur rétablissement dans leurs droits, parmi lesquels un emploi stable. Les protestataires avaient, dans un passé récent, observé la même contestation au même endroit pour réitérer les mêmes revendications. Ces derniers attendent une issue heureuse à leur situation, qui demeure précaire, y compris pour ceux et celles qui sont pères ou mères de familles. Le règlement de ce contentieux relève des prérogatives du gouvernement, affirmait, hier, notre source, qui s'étonne des réponses non convaincantes qui leurs sont signifiées au lendemain de chaque action similaire

ANNABA / Incivisme et vandalisme Un abribus complètement saccagé devant l'université de Sidi Achour



LB

On remarque dans la ville d'Annaba que plusieurs abribus ont été complètement délabrés ou saccagés par des casseurs inconnus ou autres vandales, notamment au niveau de l'université de Sidi Achour où un abribus a été complètement saccagé par des voyous. En effet, ces cabines tant réclamées par les citoyens ont vu leurs parois en verre voler en éclats. Bien qu'en nombre limité, elles permettent aux usagers d'attendre les bus et les fourgons à l'abri des intempéries ou de la chaleur. De certaines cabines, il ne subsiste plus que la carcasse métallique et des bancs devenus inutiles. La destruction de biens publics est devenue monnaie courante, ces derniers temps. Tout mobilier se trouvant à l'écart est systématiquement détruit par des vandales, sans scrupules.

Lorsque ce ne sont pas les lampadaires dont ils brisent les luminaires, ce sont les plaques de signalisation routière qu'on réduit à néant. «Cet hiver, nous serons contraints d'attendre le bus, sous des abribus détériorés, à la merci de la pluie et du vent», s'inquiète un usager. «Les actes de vandalisme sont des pratiques malsaines dont les auteurs devraient être sévèrement punis pénalement et pécuniairement», s'écrie un chauffeur de bus qui ajoutera que le rôle de ces abris est de protéger les citoyens, durant l'attente des bus et surtout d'enjoliver la ville et rendre son look plus moderne et agréable. Les passagers de bus au niveau de plusieurs lieux de la wilaya, souhaitent que les autorités locales réhabilitent les abribus et dotent les terminus de gardiens pour prémunir la station des actes de vandalisme et d'agression.

ANNABA / Cadre de vie La cité "Zemouria" d'El Hadjar une vraie zone d'ombre



Sarah Yahia

La cité "Zemouria" d'El Hadjar, une cité qui est tombée en décrépitude au point où la vie est devenue insupportable. Ses habitants la qualifient ironiquement de zone d'ombre. Cela fait plusieurs années que les habitants se plaignent de l'état de dégradation très avancé de leur cité, ils souffrent d'une dégradation significative de leur cadre social, une absence de commodités nécessaires et d'un programmes de développement urbain, à savoir, défaut récurrent d'éclairage public, présence d'amas d'ordures qui constituent le décor d'un grand nombre de quartiers de la commune, amochant ainsi l'image qu'elle renvoie de l'environnement immédiat, sans parler des odeurs nauséabondes qui émanent de

ces déchets et des eaux usées stagnantes. Même pour le ramassage des ordures c'est la désorganisation totale... Cette triste situation a provoqué le courroux des citoyens, qui dénoncent le silence des responsables concernés. Une situation caractérisée par l'état défectueux des routes, le manque des aires de jeux pour les enfants, le réseau d'éclairage public complètement défaillant qui favorise la délinquance, les agressions et les vols, sachant que la plupart des quartiers sont plongés dans le noir dès la tombée de la nuit, d'où également la difficulté de pouvoir se circuler la nuit.

Les habitants revendiquent une intervention urgente des autorités locales afin de se pencher sur leurs préoccupations et de trouver dans les meilleurs délais une solution à leur calvaire.

ANNABA / Intempéries Des vents violents ont secoué la ville Annaba Un arbre tombe sur une habitation précaire à la cité Al Abbtal



LB

Des vents violents ont provoqué quelques effondrements partiels, la chute de plusieurs poteaux électriques le déracinement de quelques arbres et de panneaux publicitaires, toutefois, aucune victime n'a été déplorée. Les rafales de vent ont atteint plus de 50 km à l'heure. Plusieurs interventions de la protection civile de la wilaya ont été effectuées durant la nuit, d'avant-hier, afin de venir en aide aux citoyens. Les volets qui claquent et menacent de chuter, des arbres qui plient, des matériaux de chantiers qui s'envolent comme de vulgaires feuilles mortes pour retomber sur les axes routiers. Le vent qui soufflait a occasionné quelques

dégâts sans toutefois faire de victimes. Un poteau électrique s'est complètement arraché du sol et a fait une masse électrique à la cité "40 logements" à Chetaibi, fort heureusement, les services concernés sont intervenus avec célérité pour sécuriser le périmètre. Il suffisait de faire un tour dans la ville pour se rendre compte de la violence des vents ou plusieurs arbres n'ayant pas résisté un tel changement climatique, ont été complètement déracinés...d'ailleurs on apprend qu'un arbre a chuté sur une maison précaire à la cité El Abbtal mais aucune victime n'a été enregistrée. Cette situation a perturbé la circulation automobile dans certains endroits. Les vents vont se poursuivre jusqu'à demain, mais ils seront de moindre intensité.

ANNABA / El Hadjar Décès d'un enfant fauché par un véhicule à El Hraicha Le chauffard en fuite

LB

Un drame s'est produit, avant-hier dans la localité de Hraicha, où un enfant a été percuté violemment sur la route. En effet, la victime qui traversait la route à grande circulation a été fauchée par un véhicule touristique dont le conducteur a pris la fuite par la suite. La victime qui présentait de multiples fractures est décédée sur le coup, elle a été transférée à la morgue d'Ibn Rochd après avoir été examinée par le médecin de la protection civile tandis qu'une enquête a été ouverte par les éléments de la sécurité pour déterminer les circonstances de cet accident et identifier le chauffard en fuite. Les habitants et la famille du défunt ont été sous le choc. A noter qu'en sus de la présence des panneaux de signalisation routière les journées de



sensibilisations aujourd'hui, plus que jamais, la famille, l'école, les associations et les médias sont vivement appelés à focaliser sur l'éducation en matière de sécurité routière. Davantage d'efforts collectifs devront être fournis afin de responsabiliser les jeunes usagers de la route, qu'ils soient piétons, cyclistes, motocyclistes, passagers d'une voiture ou futurs automobilistes. Puisque, des vies humaines perdues, des handicaps physiques, des traumatismes psychologiques, des familles endeuillées et d'importantes dépenses pour l'état et le citoyen sont les conséquences imparables de la délinquance routière.

Sarah Yahia

Avec l'hiver vigoureux à l'approche, c'est le lot habituel de virus pour un mal de gorge, des frissons de fièvre, un nez qui coule sans arrêt, des maux de tête, une fatigue, une grippe autrement dit c'est le grand retour des viroses ordinaires de l'hiver qui risque de semer la confusion chez les patients...qui s'interrogent grippe saisonnière ou coronavirus !?

Il est important de reconnaître la différence des symptômes entre la COVID-19 et la grippe saisonnière pour mieux vous protéger.» Les citoyens sont quelque peu inquiets. Quelle attitude à adopter afin de prévenir toute contamination en cas de suspicion.

Il n'existe aucun moyen, en particulier dans les formes légères de la maladie, de distinguer cette infection d'un rhume banal ou d'une grippe. «En termes de signes cliniques, il n'y a pas de grande différence», confirme

ANNABA / Santé Covid-19, grippe saisonnière, rhume !!! le citoyen dans la confusion des symptômes



un médecin spécialiste. La COVID-19 et la grippe sont toutes deux des maladies respiratoires infectieuses, et elles ont en commun certains symptômes. Cependant, elles sont causées par des virus différents. Selon les personnes, le niveau de gravité de la maladie peut être différent, pour la COVID-19 comme pour la grippe. Certaines peuvent ne pas avoir de symptômes, ou des symptômes bénins alors que d'autres développeront une forme grave de la maladie. La grippe comme la COVID-19 peuvent être mortelles.

Selon les avis des spécialistes, La présence de ces symptômes, respiration difficile, douleurs musculaires ou diarrhée nous oriente d'emblée vers un

Covid-19 ou une grippe. «Dans un rhume, il n'y a généralement pas de retentissement sur les bronches», indique un médecin spécialiste. En revanche, des étouffements sont plutôt l'indication d'un rhume. «Les maux de tête semblent un peu plus fréquents chez les personnes atteintes de Covid-19, ajoute le médecin. Mais le symptôme qui distingue sans doute le mieux la Covid-19 du rhume et de la grippe est l'anosmie (perte de l'odorat, NDLR).»

Pour finir, les mêmes mesures de protection sont efficaces contre la COVID-19 et la grippe. Pour vous protéger contre la COVID-19 et la grippe, respectez les mesures de santé publique et les mesures sociales.

BOUIRA

Les paysages enneigés de Tikjda attirent foule

D'importantes quantités de neige ont recouvert ces derniers jours les hauteurs de la station climatique de Tikjda et sa belle forêt de cèdres (Nord-est de Bouira) attirant un grand nombre de visiteurs en quête de détente et de loisirs, selon APS.

Sur la route menant de M'Chedallah vers Tikjda, via la Crête rouge, le nombre de visiteurs en provenance de différentes wilayas du pays s'est accru depuis quelques jours. Des familles affluaient vers le Centre national des sport et loisirs (CNSLT) pour y séjourner et admirer le paysage que Dame neige s'est appliquée à recouvrir délicatement de son manteau blanc.

"Le nombre de visiteurs enregistré jusqu'ici est important et ne cesse de s'accroître. Beaucoup de familles aiment se rendre à Tikjda en cette période de neige et nombre d'entre elles a réservé des chambres dans notre Centre, pour passer quelques jours et

profiter des beaux paysages emmitoufflés dans un manteau blanc", a indiqué à l'APS le chargé de communication du CNSLT, Mohamed-Ameziane Belkacemi.

Les réservations des chambres au CNSLT se font par e-mail et par téléphone, a souligné ce responsable, ajoutant que l'établissement est "mobilisé H24 pour satisfaire les demandes des visiteurs en matière d'hébergement, de restauration ainsi qu'en loisirs et détente".

Lundi matin, une longue file de voitures s'est formée sur la route nationale N.33 reliant Haizer à Tikjda. De nombreux automobilistes n'ont pas pu atteindre les hauteurs de la station climatique en raison de la neige qui bloque cet axe routier. "Je tente atteindre le CNSLT, mais la neige nous freine comme vous le voyez. Nous sommes obligés d'attendre l'ouverture de la voie", a confié, à l'APS Adel un quadragénaire venu d'Alger en compagnie de sa famille pour se rendre à Tikjda.

Le centre de Tikjda, qui dispose de 460 lits, offre toutes les commodités nécessaires aux touristes en matière d'hébergement et de loisirs. Des structures de sports (stades, piscines et salles de sport) sont ouvertes aux visiteurs. Des soirées artistiques sont organisées chaque fin de semaine.

Beaucoup de jeunes visiteurs se rendent à Tikjda pour pratiquer leur sport favori en cette période de neige, à savoir le Ski. D'autres préfèrent effectuer des randonnées pour découvrir les paysages féériques que leur offre ce magnifique site touristique qui culmine à plus de 1400 mètres d'altitude.

Les amoureux du Ski affluent vers Tikjda dès l'arrivée de la poudre pour pratiquer ce sport optant notamment pour le massif de l'Akouker, tandis que d'autres visiteurs préfèrent randonner aux alentours de la station, certains poussant vers Chalet du Kef, voir jusqu'au Lac Agoulmim, a observé M. Belkacemi.



Le CNSLT compte renforcer ses capacités d'accueil par 160 nouveaux lits au niveau du "Collectif-bas" qui est en cours de réhabilitation et dont les travaux sont en voie d'achèvement. En outre, la réhabilitation de l'ancien Bloc F permettra d'ajouter 150 autres lits, a expliqué le responsable de la communication.

A noter que les routes nationales N.30 et N.15 reliant Asswel et Tirourda vers Tikjda sont complètement bloquées par la neige. Les services de la protection civile ont lancé plusieurs mises en garde envers les automobilistes les invitant

à ne pas s'aventurer dans cette zone montagneuse, située entre Tizi-Ouzou et Bouira, afin d'éviter tout incident en cette période d'intempéries.

"Ces deux routes nationales sont bloquées par la neige et nous invitons les citoyens à ne pas s'y aventurer en ces temps d'intempéries. Quant à la route menant au CNSLT, via Haizer, elle est régulièrement déneigée et ouverte pour accueillir les visiteurs", a indiqué le chargé de communication à la Direction de la protection civile de la wilaya de Bouira, le Sous-lieutenant Youcef Abdat.

ORAN

Un contrat pour la réhabilitation de la station de dessalement d'eau de mer d'El-Mactaâ

Un contrat de prestation d'études, de conseils et de suivi des ingénieries pour la réhabilitation de la station de dessalement d'eau de mer d'El-Mactaâ a été signé, lundi à Oran, entre la société "Tahliyat Miyah Magtaa SPA" et le groupement international "Dar El-Handasa", selon APS. Dans une déclaration à l'APS, le Directeur Général de la station de dessalement d'eau de mer d'El-Mactaâ, Hamouda Ahmed Ibn Sina a indiqué en marge de la cérémonie de signature tenue au siège social de Sonatrach Aval d'Oran, qu'il s'agit d'un contrat d'étude devant permettre à la station d'atteindre une production journalière de 500.000 m³ d'eau potable à l'horizon 2024, tout en assurant la qualité de l'eau dessalée,

"Suite à un appel d'offres national et international, nous avons retenu le bureau d'étude Dar El Handasa, spécialisé dans ce domaine, qui prendra en charge la mission d'établir les études nécessaires pour

arriver à notre objectif final à savoir 500.000 m³/J d'eau potable à Oran à partir du dessalement d'eau de mer", a expliqué le DG de la station.

"Nous focalisons sur la reprise de l'exploitation de l'usine d'El-Mactaâ avec nos propres moyens pour concrétiser l'objectif initialement tracé, sachant que le contrat avec l'ancien exploitant a été résilié, car l'usine n'a pas fonctionné à plein rendement", a-t-il ajouté. A ce propos, le DG de la station a fait part de plusieurs difficultés liées notamment à l'exploitation de l'usine, au maintien d'un niveau de production stable et à la dégradation de la production durant les quatre premiers mois de l'année en cours. Ce qui explique, selon lui, la résiliation du contrat, le 20 avril dernier et la récupération du personnel de la station".

Lors de la présentation du projet, le DG de l'usine de dessalement d'El-Mactaâ a indiqué que suite aux orientations visant la valorisation de cette usine et l'amélioration de la production

d'eau potable, un plan de réhabilitation global de l'usine a été ainsi élaboré.

"Le montage de ce projet est le fruit des efforts déployés par différents acteurs, afin de déterminer le montage adéquat et partant éviter tout échec.

Dans ce cadre, "nous avons essayé de porter le projet à maturation avant le lancement de la phase de signature de ce contrat, phase préliminaire pour atteindre notre objectif et ces études s'inscrivent dans le cadre d'un plan global de réhabilitation de l'usine", a-t-il précisé.

En outre, M. Hamouda a indiqué que "le bureau d'étude réalisera cette étude pour établir le diagnostic de l'usine sous notre supervision et, par la suite, le scénario adéquat sera défini pour l'opération de réhabilitation de l'usine".

Une période de sept mois est, selon lui, nécessaire pour la phase d'étude, de diagnostic et l'élaboration du cahier des charges, et ce, à partir d'avant-hier (lundi).

"C'est un temps record, car nous avons obligé les bureaux



soumissionnaires à accélérer la cadence et mettre les moyens nécessaires pour atteindre notre objectif qui s'inscrit dans le court terme", a-t-il souligné. Concernant le budget consacré à cette opération, M. Hamouda a indiqué qu'"il est évalué pour une durée de 30 mois, entre l'étude, le suivi et la réalisation de la réhabilitation de l'usine d'El-Mactaâ, soit 2,4 millions d'euros".

De son côté, le P-dg de l'Algerian Energy Compay (AEC), Abdennour Kimouche a indiqué, lors de la cérémonie de signature, que "l'objectif est de reprendre la capacité initiale de 500.000 m³ d'eau potable

par jour, avec la collaboration du bureau d'étude retenu dans l'établissement du diagnostic, puis l'opération de réhabilitation de la station, dans les délais requis, afin d'assurer aux citoyens d'Oran une bonne alimentation en eau potable".

S'exprimant à la même occasion, le Directeur Général de l'Algérienne des Eaux (ADE), Taha Derbal a rappelé que le recours aux ressources d'eau non conventionnelles devrait permettre de répondre à la demande croissante en eau potable, avec l'AEC comme locomotive, pour atteindre 500.000 m³ par jour".

Pesticides

La nouvelle hégémonie chinoise

Selon une enquête dévoilée mardi et menée par un groupe d'experts pour le compte d'ONG, la Chine produit chaque année près de la moitié des 4 millions de tonnes fabriquées dans le monde ; selon le monde fr

Ce sont des mastodontes, comme le secteur de l'agrochimie mondiale n'en avait jamais vu : en vingt ans seulement, les fabricants chinois de pesticides sont parvenus à dominer ce marché, estimé à 61 milliards de dollars en 2020 (54 milliards d'euros), réalisant plus de 40 % de sa valeur.

Un groupe français d'experts alerte sur cette évolution, dont dépend l'avenir de l'alimentation humaine : le Bureau d'analyse sociétale pour une information citoyenne (Basic, un bureau d'études) a réalisé, pour le compte de Pollinis, qui lutte contre l'extinction des abeilles, et



du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD-Terre solidaire), une enquête publiée, mardi 30 novembre, qui apporte un éclairage inédit sur le secteur. Des milliers de données économiques et financières ont été compulsées afin de dresser le tableau global de la création de valeur du secteur des pesticides.

« En vingt ans, la Chine a pris un

essor exponentiel sur le marché international, jusqu'à produire près de la moitié des 4 millions de tonnes de pesticides fabriqués chaque année dans le monde », résume Christophe Alliot, cofondateur du Basic, sachant que les volumes seuls ne peuvent décrire le marché, car celui-ci développe des substances efficaces à des doses de plus en plus faibles.

« En multipliant par onze la valeur de ses ventes, la Chine a acquis la place de premier exportateur en 2018, avec 5,2 milliards de dollars, passant devant l'Allemagne.

» Dessinant une nouvelle géopolitique, les exportations chinoises sont destinées, dans l'ordre, au Brésil, à la Thaïlande et aux Etats-Unis. Viennent ensuite l'Australie, le Nigeria, l'Indonésie et le Vietnam.

L'Inde a, elle aussi, émergé, en multipliant par quatorze ses exportations de produits phytosanitaires à bas coût entre 2000 et 2020. Ce basculement de la production vers l'Asie inquiète la Commission européenne depuis plusieurs années. « La majorité des substances actives contenues dans les produits de protection des plantes commercialisés dans l'UE [Union européenne] sont

fabriquées à l'étranger. De façon croissante, la formulation des produits est aussi en train de partir vers des pays non européens », rapportait-elle en 2017.

Absence de transparence

L'agrochimie mondiale a connu concomitamment un mouvement de concentration sans précédent. Preuve en est, en 2020, quatre poids lourds dominaient : Bayer-Monsanto, Syngenta, Corteva et BASF. Parmi ces acteurs dits « intégrés », car maîtrisant l'ensemble de la chaîne de valeur, de la recherche et développement à la distribution des produits, l'allemand Bayer a fait main basse sur le français CropScience en 2008, puis Monsanto en 2018. De leur côté, les américains Dow Chemical et DuPont ont fusionné pour créer Corteva en 2019.

Le variant Omicron détecté pour la première fois en France, à La Réunion

Le patient est un homme qui a voyagé au Mozambique et a fait escale en Afrique du Sud, le premier pays à avoir détecté Omicron. Il s'agirait du premier cas identifié en France de ce variant du coronavirus qui se répand à travers le monde, selon le monde fr.

Un cas positif au variant Omicron du coronavirus a été identifié sur l'île de La Réunion, a annoncé, mardi 30 novembre, un chercheur de l'unité mixte de recherche Processus infectieux en milieu insulaire tropical (Pimit). Il s'agirait du premier cas positif identifié en France.

Le patient testé positif est « un homme de 53 ans », qui a voyagé au Mozambique et « a fait escale en Afrique du Sud » avant de venir à La Réunion, a précisé le

microbiologiste Patrick Mavingui sur les ondes de Réunion la 1ère (groupe France Télévisions). Placé à l'isolement ainsi que son entourage, « l'homme souffre de douleurs musculaires et de fatigue », a déclaré le scientifique.

La Pimit a été mobilisée « en urgence » dimanche soir, « pour le séquençage de six tests », a précisé le microbiologiste. Les cinq autres prélèvements sont négatifs. Les autorités sanitaires aux niveaux local et national ont immédiatement été averties, a précisé M. Mavingui.

Mardi matin sur Europe 1, le porte-parole du gouvernement, Gabriel Attal, a précisé que le patient positif au variant Omicron avait six personnes contacts à risque dans son entourage. Par ailleurs, les résultats de tests d'autres cas

suspects sont attendus « dans les prochaines heures ».

Un risque de propagation « très élevé »

Cette information survient alors que le ministère de la santé a annoncé dimanche qu'il « surveille avec une attention particulière les territoires ultramarins de La Réunion et Mayotte, qui sont en lien direct ou indirect avec [les sept] pays » d'Afrique australe avec lesquels les liaisons aériennes ont été suspendues depuis vendredi. Dimanche, le ministre de la santé, Olivier Véran, avait annoncé que huit cas « possibles » de porteurs du variant Omicron avaient été détectés en France.

Le nouveau variant Omicron du coronavirus présente « un risque très élevé » au niveau mondial,



a prévenu lundi l'Organisation mondiale de la santé (OMS). « Etant donné les mutations qui pourraient conférer un potentiel d'échappement à la réponse immunitaire tout comme possiblement donner un avantage en termes de transmissibilité, la probabilité qu'Omicron se répande au niveau mondial est

élevée », selon un document de l'OMS.

Signalée pour la première fois il y a moins d'une semaine à l'OMS en Afrique du Sud, cette nouvelle souche a été depuis identifiée, du Pacifique à l'Europe, en passant par le Canada, amenant une quarantaine de pays à annoncer des restrictions de voyage.

En Centrafrique, un bataillon formé par l'UE serait sous la coupe de Wagner

L'information figure dans un rapport du Service européen pour l'action extérieure, alors que Bruxelles étudie des sanctions contre le groupe de mercenaires russes.

Alors que l'Union européenne (UE) a annoncé, le 15 novembre, la mise à l'étude de sanctions contre le groupe privé Wagner pour d'« éventuelles » activités au Mali, de nouvelles révélations émanant des services diplomatiques européens évoquent le passage d'au moins un bataillon de la République centrafricaine (RCA) sous le contrôle direct de cette société russe de mercenaires, réputée proche du Kremlin.

Le site bruxellois EUobserver affirmait, lundi 29 novembre, sur la base d'un rapport établi il y a deux



semaines par le Service européen pour l'action extérieure (SEAE), que Wagner dirige désormais ces troupes formées par les Européens, dans le cadre de la mission EUTM RCA. Lancée en 2016 et prolongée jusqu'en septembre 2022, cette mission de formation des forces de sécurité implique quelque 365 personnes et est dotée d'un budget annuel de quelque 17 millions

d'euros. Une mission civile de conseil, EUAMRCA (71 personnes et 11,2 millions d'euros de budget annuel), complète l'action de l'UE dans le pays. La Minusca, mission onusienne de maintien de la paix, regroupe, elle, toujours près de 15 000 hommes.

Le groupe Wagner, dénommé RU/WG par les rapporteurs européens, compterait, quant à lui, « plusieurs

centaines » de membres en République centrafricaine, tandis que 2 600 « personnels militaires » russes y seraient présents. En combattant la rébellion armée, hostile au régime du président Faustin-Archange Touadéra, Wagner viserait surtout une prise de contrôle russe sur les ressources minières à l'ouest et au centre du pays, indique le rapport du SEAE. A l'est, les forces russes se déploieraient depuis quelque temps dans des zones naturelles protégées, mais le service européen s'interroge sur leur but exact.

« Assassinats », « viols » et « torture »

Les auteurs du document affirment que la plupart des troupes centrafricaines présentes sur le terrain sont aujourd'hui «

sous le commandement direct ou la supervision des mercenaires de Wagner Group ». Celui-ci, poursuivent-ils, exerce également « une solide influence sur le commandement des forces armées centrafricaines et d'autres institutions gouvernementales ».

Le bataillon d'infanterie territoriale 7, formé par l'UE, serait, lui, totalement sous la coupe du groupe, selon le service diplomatique – qui relève également les liens étroits entre une partie de l'état-major des armées centrafricaines et des responsables russes. L'insuffisance des liens avec les troupes et des contrôles sur celles-ci est « régulièrement exploitée par les mercenaires, qui utilisent dès lors à leur profit des unités déployées », poursuit le document.

Les responsables d'attaques chimiques doivent rendre des comptes, déclare le chef de l'ONU

Les auteurs d'attaques à l'arme chimique doivent être identifiés et tenus responsables de leurs actes, a déclaré lundi le Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres.

Ses commentaires interviennent lors de l'ouverture de la deuxième session de la Conférence sur la création au Moyen-Orient d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive.

Actuellement, 60% des États membres des Nations unies sont couverts par cinq zones exemptes d'armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes, dans le Pacifique Sud, en Asie du Sud-Est, en Afrique et en Asie centrale. M. Guterres a déclaré que l'élargissement



de ces zones conduirait à des normes plus solides en matière de désarmement et de non-prolifération.

« Cela est particulièrement le cas au Moyen-Orient, où les préoccupations concernant

les programmes nucléaires persistent et où les conflits et les guerres civiles font de nombreuses victimes civiles et causent de grandes souffrances, sapant la stabilité et perturbant le développement social et

économique », a déclaré le chef des Nations unies, appelant une nouvelle fois tous les acteurs de la région à faire preuve de retenue et à éviter l'escalade des conflits.

La deuxième session de la conférence annuelle, qui a été retardée d'un an en raison de la pandémie de COVID-19, a été présidée par Mansour al-Otaibi, le représentant permanent du Koweït à l'ONU, qui a été choisi pour hériter de la présidence de la Jordanie après la première session de 2019.

Conformément à une décision de l'Assemblée générale, l'objectif de la conférence est « d'élaborer un traité juridiquement contraignant » pour établir une zone au Moyen-Orient exempte d'armes nucléaires et d'autres

armes de destruction massive, sur la base « d'arrangements librement conclus par les États de la région ».

Antonio Guterres a félicité le Koweït pour avoir « engagé activement les participants pendant la période intersessionnelle afin de tirer les leçons des autres zones exemptes d'armes nucléaires et de continuer à faire avancer le processus ».

Il a déclaré que la conférence représentait une chance de produire des résultats tangibles pour le Moyen-Orient et de rétablir le dialogue sur la mise en œuvre « complète et efficace » du Plan d'action global conjoint, également connu sous le nom d'accord sur le nucléaire iranien.

L'Irak attend les résultats définitifs des législatives, mais après?

L'Irak attend les résultats définitifs des législatives anticipées du 10 octobre dans un contexte de tensions larvées, les partisans de formations pro-Iran maintenant la pression en manifestant et en dénonçant des fraudes après leurs piètres résultats.

En coulisse, les négociations se poursuivent, mais deux camps s'opposent sur la formation du prochain gouvernement.

Pourquoi un tel retard?

La commission électorale a annoncé samedi avoir terminé le recomptage manuel de centaines d'urnes. Désormais, ce recomptage doit être validé

par un comité judiciaire qui a jusqu'à dix jours pour le faire, selon un communiqué.

La commission pourra ensuite, dans un délai de deux jours, annoncer le nom des vainqueurs et, dernière étape, les envoyer au Tribunal fédéral pour les entériner.

« La commission veut prouver que les élections n'étaient pas truquées », indique à l'AFP le politologue irakien Ihsan al-Shamari: « Elle veut faire passer le message disant qu'elle s'assure qu'il n'y a eu aucune violation et que les procédures étaient minutieuses. »

Car depuis plusieurs semaines, les partisans du Hachd al-Chaabî, anciens paramilitaires

pro-Iran intégrés aux forces régulières, dénoncent des fraudes.

Ils ont installé un sit-in à une entrée de l'ultra-sécurisée Zone verte, où se trouvent instances gouvernementales et ambassades. Ils ont tenté d'y pénétrer par la force.

L'alliance de la Conquête, qui représente ce camp politique, a perdu quasiment les deux-tiers de son bloc parlementaire, passant de 48 sièges à une grosse quinzaine au sein du Parlement de 329 députés, selon les estimations préliminaires, qui ne devraient que légèrement changer estiment des experts.

Le grand vainqueur de ce scrutin est le courant du



religieux chiite Moqtada Sadr, avec ses 70 députés.

Pour Hamdi Malik, du Washington Institute, la commission électorale et le pouvoir judiciaire sont sous forte « pression ».

« C'est devenu un sujet très

sensible, qui pourrait mener à une sérieuse escalade militaire », explique le chercheur, ajoutant que des discussions ont lieu actuellement sur « la manière de gérer les plaintes des milices et autres partis ».

Des manifestants libanais bloquent les routes pour dénoncer la crise économique

Des manifestants ont bloqué des routes dans plusieurs régions du Liban lundi pour protester contre l'effondrement économique du pays, quelques jours après que sa monnaie ait atteint un nouveau plancher. Il y a eu peu de progrès depuis que le gouvernement du Premier ministre Najib

Mikati a été nommé en septembre après plus d'un an d'impasse politique.

Les routes étaient bloquées par des piles de pneus en feu dans le centre de Beyrouth, à Tripoli, au nord du Liban, et à Sidon, au sud du pays. Les écoles ont dû fermer à Beyrouth après avoir été rendues inaccessibles aux élèves par les

manifestations. Dans la banlieue sud de la ville, les manifestants ont bloqué la route de l'aéroport devant la station Al-Aytam.

Moins de 24 heures avant les manifestations de Beyrouth, les habitants d'Ali al-Nahri, dans la vallée de la Békaa, ont lancé leurs propres protestations en criant « Nous avons froid et faim ».

Un porte-parole des manifestants a déclaré : « Nous descendrons dans la rue plus fréquemment dans les jours à venir, à moins que les autorités ne mettent un terme à la détérioration des conditions de vie des Libanais. »

« Les habitants de Beyrouth sont nobles. Ils se battent avec acharnement pour leur

ville et leurs moyens de subsistance », a-t-il ajouté.

« Ils ne sont pas des voleurs, et le geste d'aujourd'hui n'a aucune dimension politique, électorale, parlementaire ou ministérielle. Son seul objectif est la survie des citoyens depuis qu'un grand nombre d'élèves se rendent désormais à l'école sans aucune nourriture. »

Coupe Arabe : Bougherra, « Vivre comme sélectionneur ce que j'ai vécu comme joueur »



A l'aube de sa première compétition officielle comme sélectionneur de l'Équipe Nationale A', Madjid Bougherra s'est présenté en conférence de presse. L'ancien défenseur central s'est montré déterminé et s'est rappelé de quelques bons souvenirs. La vie de joueur n'a rien à voir avec celle d'entraîneur. S'il est une réalité aisément démontrable, c'est bien celle-ci, tant nombreux auront été les grands joueurs à être de piètres entraîneurs, comme Clarence Seedorf, ou de mauvais joueurs devenus grands entraîneurs, comme José Mourinho. Pour autant, s'il y a eu bien des échecs, tous n'auront pas connu une transition difficile. Carlo Ancelotti, Pep Guardiola, Zinedine Zidane ou Johan Cruyff, tous auront été de

grands joueurs devenus grands entraîneurs par la suite.

C'est probablement de ceux là qu'aimerait être Madjid Bougherra. L'ancien taulier des Verts et des Glasgow Rangers est désormais sélectionneur de l'Équipe Nationale A' et il s'apprête à vivre sa première compétition officielle en tant que tel, avec le début de la Coupe Arabe demain face au Soudan.

En conférence de presse de veille de match, Bougherra a ainsi fait part de ses souvenirs et de ses ambitions : «Je n'ai pas de stress. Nous sommes prêts pour la pression, nous avons l'expérience et les joueurs gèrent très bien tout ça à chaque fois. L'EN est attendue partout depuis quelques années, nous sommes devenus l'équipe à battre, tout ça fait partie du boulot. (...) Je le sais, cette compétition

est une première pour moi en tant qu'entraîneur. Je suis un compétiteur et, représenter l'Algérie comme coach, c'est un bonheur et une fierté énormes.» L'expérience, justement. Le néo-sélectionneur en a beaucoup, lui qui a connu deux Coupes du Monde avec les Verts. C'est pour retrouver ces sensations là, aussi, que l'ex numéro 2 a embrassé une carrière d'entraîneur : «Je le sais bien pour l'avoir connu, pour beaucoup des nôtres, beaucoup d'algériens, le football, c'est toute leur vie! Je veux retrouver les sensations que j'avais comme joueur, cette fois comme coach. Pour y arriver, je veux être dans la continuité de ce que fait l'Équipe A, autant dans la mentalité que dans les résultats.»

«Il est logique que nous soyons parmi les favoris»

Relancé quant à ses ambitions et au statut qu'aura l'Algérie pendant cette compétition, Madjid Bougherra ne se cache pas et reconnaît volontiers que l'EN A' sera attendue : «Nous avons bien que l'Algérie a la pression du résultat depuis un certain temps. Quand on voit ce que fait l'équipe de Djamel Belmadi... machaAllah, c'est extraordinaire. Il est logique que l'on parle de nous comme figurant parmi les favoris. Pour autant, quand on débute une compétition, tout le monde peut être favori parce que tous partent sur le même pied d'égalité, avec le même nombre de points et les mêmes espérances. En tout cas, pour ma part, je n'ai aucune pression, juste une grande envie de débiter!»

Quant au potentiel futur adversaire des Verts, qui devront

terminer parmi les deux premiers de ce groupe D composé du Soudan, de l'Égypte et du Liban, Madjid Bougherra se refuse à se projeter par avance : «Finir premier, finir deuxième... Je ne peux pas déjà calculer qui nous pourrions jouer en quarts de finale, il y a trop de paramètres qui peuvent entrer en compte. Nous jouerons les matchs pour les gagner, sans regarder ce qui se fait à côté. Dans cette compétition, tous les matchs sont des derbys, ce qui est très excitant. Avec des joueurs comme Raïs M'Bolhi et les autres compétiteurs, forcément, on a clairement hâte de rentrer dans la compétition.»

Le coup d'envoi de la rencontre Algérie A' - Soudan sera donné demain mercredi 1er décembre à 11h au Stade Ahmed Ben Ali de Doha.

L'agent de Lewandowski se lâche après le Ballon d'Or de Messi



Pini Zahavi, célèbre représentant de Robert Lewandowski, estime que le Ballon d'Or 2021 aurait dû revenir à l'attaquant polonais, lundi soir.

Vainqueur du Ballon d'Or pour la

septième fois de sa carrière, lundi soir, au Théâtre du Châtelet, Lionel Messi a été le grand gagnant de la cérémonie organisée par France Football. L'Argentin a écrit une page de plus dans les livres d'histoire, et marque le football

d'une empreinte indélébile. Au détriment du grand perdant de la soirée, un certain Robert Lewandowski, lequel a terminé dauphin de la Pulga malgré son incroyable année 2021.

En effet, l'attaquant polonais du Bayern Munich a réalisé une année 2021 à la hauteur de la précédente, durant laquelle le Ballon d'Or n'avait pas été décerné en raison de la crise sanitaire. Avec un brin de chance supplémentaire, le Polonais aurait donc pu remporter deux fois le trophée. Au lieu de cela, il devra se contenter d'un maigre lot de consolation : le trophée de meilleur buteur de l'année. Ni plus ni moins qu'un scandale

selon son agent.

«Bravo à Messi : un grand joueur et une légende éternelle du football. Mais le Ballon d'Or 2021 ne lui appartient pas. Pas cette fois. Le Ballon d'Or appartient à Robert Lewandowski. Il n'a pas été volé, mais c'est lui qui le mérite», a ainsi pesté le célèbre Pini Zahavi dans un entretien accordé à TZ. L'influent représentant du joueur partage le sentiment de nombreux fans.

«Il n'est pas étonnant que des millions de fans aient du mal à croire au résultat de ce prestigieux événement footballistique. La journée de lundi aurait dû se terminer par la célébration du premier Ballon d'Or de Robert»,

a ensuite déclaré Pini Zahavi, remonté.

Robert Lewandowski, forcément déçu, a pour sa part été beau joueur, félicitant Lionel Messi pour sa victoire finale. «Je tiens à féliciter Lionel Messi, vainqueur du Ballon d'Or. Je tiens à remercier chaque journaliste qui a voté pour moi et qui a estimé que mes réalisations étaient importantes en 2021. J'ai remporté le prix de l'attaquant de l'année et aucun joueur ne peut gagner un prix individuel sans l'équipe la plus forte et des fans fidèles derrière lui. Et pour moi, ce n'est pas différent», a indiqué l'attaquant du Bayern Munich, fair-play.

Kroos : « Messi ne méritait pas le Ballon d'Or et Cristiano Ronaldo était meilleur que lui cette année »



L'Allemand a remis en question la décision de remettre à l'Argentin son septième Ballon d'Or et estime que Karim Benzema était plus méritant.

Le septième Ballon d'Or de Lionel Messi n'est «absolument pas mérité» et Cristiano Ronaldo a été meilleur l'année dernière, selon la star du Real Madrid, Toni Kroos. Lionel Messi a remporté le Ballon d'Or 2021 lundi soir après une nouvelle année exceptionnelle en club et en sélection, au cours de laquelle il a marqué 42 buts et remporté la Coupe du Roi avec le FC Barcelone et la Copa America avec l'Argentine. Cependant, Toni Kroos ne pense

pas que l'international argentin, qui a rejoint le Paris Saint-Germain après avoir quitté le FC Barcelone cet été, aurait dû terminer devant certains autres noms lors du vote final. Le milieu de terrain du Real Madrid a déclaré sur son podcast officiel : «Ce n'est absolument pas mérité. Il n'y a aucun doute que Lionel Messi, avec Cristiano [Ronaldo], a été le joueur de la dernière décennie, mais cette année, d'autres auraient dû le devancer.»

«Benzema et Ronaldo auraient dû être devant Messi»

Interrogé sur les personnes qui, selon lui, méritait de remporter le trophée cette fois-ci, Kroos a nommé son collègue madrilène Karim Benzema avant d'insister

également sur le fait que Cristiano Ronaldo aurait dû terminer devant Lionel Messi après l'impact qu'il a eu depuis son retour à Manchester United : «Pour moi, Karim aurait été le numéro un si vous cherchiez vraiment le meilleur joueur individuel de l'année dernière, parce que je peux voir de près à quel point il est un footballeur exceptionnel.»

«Quand je vois le nombre de buts décisifs que Cristiano a marqués dernièrement - Manchester United est encore en Ligue des champions grâce à lui seul - alors, à mes yeux, Cristiano Ronaldo serait aussi arrivé avant Lionel Messi», a ajouté le milieu de terrain allemand. L'indignation de Toni Kroos concernant la

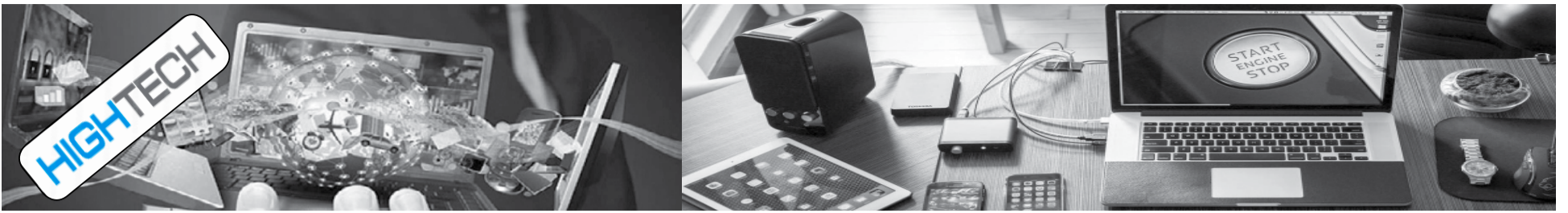
décision de donner à nouveau le prix à Lionel Messi est partagée par son ancien coéquipier madrilène Iker Casillas.

Casillas non plus ne comprend pas le sacre de Messi

«Il est de plus en plus difficile pour moi de croire aux récompenses du football», a écrit l'ancien gardien international espagnol sur Twitter. «Pour moi, Messi, c'est l'un des cinq meilleurs joueurs de toute l'histoire, mais il faut savoir dresser la liste des joueurs les plus remarquables d'une saison. Ce n'est pas si difficile.»

Gianluigi Donnarumma, Kylian Mbappé, Kevin De Bruyne, Mohamed Salah, N'Golo Kante et Jorginho font également partie de ceux qui ont dû se contenter

d'une place derrière Messi dans le top 10. La position de Robert Lewandowski en tant que second s'est avérée être la plus controversée, bien que de nombreux experts l'aient déjà soutenu pour le prix après 12 mois prolifiques au Bayern Munich. L'attaquant polonais était également le favori pour le Ballon d'Or 2020 avant qu'il ne soit annulé en raison du coronavirus, et Messi a exprimé sa frustration pour son collègue dans son dernier discours d'acceptation. «Je voulais dire à Robert que c'était un honneur de l'affronter», a déclaré l'ancien capitaine du FC Barcelone. «Il méritait de le gagner l'année dernière.»



Pixel 6

Le nouveau smartphone de Google ne fonctionne pas avec d'anciens chargeurs

L'arrivée des Pixel 6 et Pixel 6 Pro sur le marché ne se fait pas sans soucis. Les smartphones sont victimes de plusieurs bugs et dysfonctionnements depuis leur sortie. L'écran peut clignoter en vert ou l'appareil passe des appels inopinés pendant la nuit.

Dernier bug en date selon plusieurs témoignages : une recharge inopérante, rapporte Phonandroid. Les smartphones de Google auraient besoin de chargeurs spécifiques et ne répondent tout simplement pas à certains accessoires. Des utilisateurs ayant utilisé des chargeurs anciens ou tiers ont en effet partagé des bugs sur la plateforme Reddit.



« Rien ne se passe »

« J'ai ce problème avec mon chargeur sans fil dans ma voiture, qui a pourtant bien fonctionné pour 4 XL », confie un internaute. « Mon chargeur sans fil Pixel n'a cependant aucun problème de charge. » Un autre utilisateur décrit un problème de charge apparu au bout de 10 jours.

« Je viens de recevoir l'appareil et de le brancher à mon câble/chargeur générique que j'utilisais jusqu'à aujourd'hui », raconte une autre personne dans son témoignage. « Rien ne se passe. Pas de message, pas d'avertissement, rien. C'est comme s'il n'était pas connecté. »

Un chargeur dernier cri est

nécessaire

Il semblerait que la batterie du Pixel 6 ne se recharge en fait qu'avec des chargeurs compatibles avec le protocole Power Delivery PPS, pointe Phonandroid. Problème : tout comme Apple et Samsung, Google ne fournit plus de chargeur, ni même de câble de recharge, avec ses téléphones.

Seule solution qui reste aux clients Google : s'équiper d'un chargeur compatible avec son dernier smartphone. Google, qui a déjà proposé plusieurs correctifs pour les différents bugs des Pixel 6 et 6 Pro, pourrait prochainement s'emparer de ce problème et proposer une mise à jour.

En Bref...



Si vous possédez un compagnon à quatre pattes et que vous vous absentez régulièrement, vous avez peut-être déjà testé un de ces appareils de vidéosurveillance qui permet de vérifier si le chien va bien ou éventuellement lui dire quelque chose si l'appareil dispose d'un haut-parleur.

Dans ces appareils cependant, c'est toujours l'humain qui prend l'initiative de contacter son animal, qui de son côté reste passif. Une équipe de recherche de l'Université de Glasgow a cependant décidé d'inverser les rôles en donnant le contrôle de ces appels aux principaux intéressés : les chiens eux-mêmes, créant par la même occasion ce que les chercheurs ont appelé le « DogPhone ».

Mettre en avant le bien-être animal Pour concevoir cet appareil, la docteur Ilyena Hirskyj-Douglas, responsable du projet, a réalisé diverses expériences avec son compagnon canin Zack, un labrador noir de dix ans. Elle a tout d'abord proposé divers jouets à son animal, afin de voir avec lesquels il préférerait interagir. C'est finalement une balle qui a été choisie et qui a été équipée d'un accéléromètre. Grâce à ce capteur, relié à un ordinateur, Zack pouvait lancer lui-même des appels sur un ordinateur portable en secouant sa balle.

Ce n'est pas pour faire plaisir aux propriétaires que cet objet a été créé, mais bien pour améliorer le bien-être de l'animal : « Je pense que beaucoup de ces appareils sont vraiment importants pour donner aux chiens des choix ou des options pour faire des choses pour des raisons d'enrichissement », explique Ilyena Hirskyj-Douglas. « Dans le cas d'appel vidéo de la part de l'humain, le chien n'a aucun contrôle là-dessus. Les chiens ont été entraînés à répondre aux appels, mais personne ne sait vraiment ce qu'un chien ferait s'il avait le contrôle d'un appel vidéo. »

Mal de dos chronique

Un traitement en VR approuvé par les autorités de santé aux États-Unis

La FDA, l'administration américaine des denrées alimentaires et des médicaments, vient d'autoriser l'utilisation d'un système de réalité virtuelle pour traiter les maux de dos chroniques. La thérapie s'appelle « EaseVRx ». Elle a été développée par la société AppliedVR.

Faire oublier la douleur

Le système d'EaseVRx se compose d'un casque de réalité virtuelle et d'un casque audio qui amplifie le volume de la respiration des utilisateurs afin de les aider à réaliser des exercices de respirations. Le traitement est basé sur les principes de la thérapie cognitivo-comportementale. Celle-ci a pour objectif d'aider les patients à reconnaître et à comprendre les schémas de pensée et les émotions qu'ils ont lorsque la douleur devient trop difficile à supporter. Le traitement repose sur la relaxation et la distraction pour soulager la douleur. Elle vise à donner aux patients une meilleure perception des signaux internes afin qu'ils puissent prendre du recul sur



leur condition.

Des résultats observés jusqu'à trois mois après la thérapie Pour établir une base de comparaison, une étude de huit semaines a été menée sur 179 personnes qui souffrent de lombalgies depuis plus de six mois. Les participants ont été répartis en deux groupes. Le premier groupe a utilisé EaseVRx, tandis que le deuxième groupe a participé à un autre programme de réalité virtuelle qui ne faisait pas appel à la thérapie cognitivo-comportementale.

Les résultats ont montré qu'environ 66 % des

participants la thérapie EaseVRx ont ressenti une réduction de douleur de plus de 30 %, tandis que seulement 41 % des participants du groupe témoin ont ressenti une réduction similaire de leur douleur. De plus, les participants d'EaseVRx ont indiqué ressentir les bienfaits de la thérapie jusqu'à trois mois après l'avoir réalisée. Le groupe témoin de son côté n'a pas rapporté d'effets dans le temps aussi long.

Une alternative aux médicaments opioïdes Christopher Loftus, directeur par intérim du Bureau des

appareils de médecine neurologique et physique de la FDA, indique que les systèmes de réalité virtuelle pourraient être une alternative aux médicaments opioïdes pour les maux de dos.

La thérapie cognitivo-comportementale s'intéresse à la perception des symptômes et non à la douleur en elle-même, qui continue d'exister.

L'intégration de ces méthodes dans les soins de santé traditionnels inquiète par ailleurs certains spécialistes de la santé, qui y voient une excuse pour retirer les médicaments des patients.

Cette approbation de la FDA arrive un mois après qu'un autre traitement en réalité virtuelle a été autorisé par l'administration américaine. Celle-ci est utilisée comme traitement contre les troubles visuels chez les enfants.



CHLORDÉCONE :

Le cancer de la prostate bientôt reconnu comme maladie professionnelle

D'ici la fin de l'année, un décret qui reconnaîtra le cancer de la prostate comme maladie professionnelle rendra possible l'indemnisation des victimes du chlordécone et touchées par la maladie, selon les dires du ministre de l'Agriculture. "Une demande légitime" qui va bientôt être entendue. Ce sont par ces mots que le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, Julien Denormandie, a annoncé ce dimanche 28 novembre sur le plateau de France 3 la publication prochaine d'un décret relatif au chlordécone (source 1). Ce décret, qui devrait être publié "d'ici la fin de l'année",

reconnaîtra le cancer de la prostate comme une maladie professionnelle lorsque lié à une manipulation de pesticides, et notamment du chlordécone. Interdit en France en 1990, ce pesticide a continué à être autorisé dans les champs de bananes des Antilles par dérogation ministérielle jusqu'en 1993, provoquant une pollution durable de l'environnement. "Je m'y engage. Le gouvernement s'y engage", a martelé le ministre au sujet de la publication de ce décret tant attendu. Cette mesure fera partie d'un plan à 92 millions d'euros que déploie le gouvernement, et qui comprend également un volet d'assainissement

de l'environnement pollué par le chlordécone, a indiqué Julien Denormandie, invité de l'émission "Dimanche en politique". Les agriculteurs empoisonnés seront indemnisés via un nouveau fonds dédié aux victimes de maladies professionnelles liées aux pesticides, a précisé le ministre. Selon les dernières données de Santé Publique France (Source 2), le chlordécone est détecté dans la circulation sanguine de 90% de la population des Antilles françaises. En parallèle, on retrouve un taux "incroyablement élevé" de cancer de la prostate dans cette même population, déplore le ministre. Des propos en



accord avec l'expertise de l'Inserm, mise à jour en 2021, et qui indique qu'en "accord avec les conclusions de l'expertise collective de 2013 et à la lumière des données

scientifiques existantes à ce jour, il apparaît que la relation causale entre l'exposition au chlordécone et le risque de survenue du cancer de la prostate est vraisemblable

Jusqu'à 261 polluants chimiques retrouvés dans les cheveux de jeunes enfants

L'association de consommateurs belge Test Achats a fait analyser les mèches de cheveux d'une centaine d'enfants à la recherche de traces de polluants organiques. Résultat ? Tous les enfants sont contaminés sans exception, et très souvent par plus d'un polluant de type pesticides et/ou médicaments. □□ On suspecte aujourd'hui de nombreuses maladies (cancers, maladies cardiovasculaires, maladies auto-immunes...), ainsi que certains problèmes de reproduction d'être causés par des facteurs environnementaux comme la pollution chimique. Certaines franges de la population y sont plus sensibles comme les femmes enceintes, de même que les bébés et les enfants. Une étude de l'association de consommateurs belge Test Achats menée auprès d'enfants révèle à quel point ces derniers sont exposés, voire déjà contaminés, par de multiples substances chimiques. Le but : faire analyser une mèche de cheveux de 101 enfants de 3 à 15 ans pour traquer la présence de quelque 1 800 polluants organiques. Les résultats ont montré la présence de 261 polluants avec, parfois, des polluants extrêmement différents au sein d'une même fratrie, voire entre vrais jumeaux. Seuls trois enfants parmi les 101 testés n'étaient contaminés que



par un seul polluant. Ainsi, le laboratoire spécialisé mandaté a détecté une moyenne de 5,5 polluants par enfant, même si certains en comptaient plus : chez près d'un tiers des enfants testés, leurs cheveux contenaient plus de 7 polluants différents et même 12 pour certains d'entre eux. Bien que ce chiffre soit impressionnant, l'association Test Achats précise néanmoins que ce dernier « n'atteint heureusement pas le seuil d'alerte fixé par les experts du labo à partir de 20 polluants. » Certains polluants interdits depuis très longtemps Parmi les polluants découverts, pas moins de 23 substances chimiques s'avèrent interdites en Europe, parfois depuis de nombreuses années. Notamment le « DNOC », un pesticide interdit depuis 1999 ou l'Atrazine, interdit

depuis 2012 (dépisté chez un des enfants né après son interdiction). L'organisme a également trouvé un produit de la famille des carbamates, le Carbofuran-3-OH-7-phenol, un métabolite d'un pesticide appelé Carbofuran utilisé contre les insectes. « Neurotoxique et interdit en Europe, il est suspecté d'être un perturbateur endocrinien. », indique-t-il. Reste que ce produit peut encore être utilisé dans des pays moins scrupuleux en-dehors de l'UE. L'analyse montre que les pesticides et les produits de leur dégradation occupent plus de 60% du panel de polluants découverts chez les enfants : insecticides, herbicides, fongicides, rodenticides (contre les rongeurs), des molluscicides (anti-limaces)... Les médicaments (antibiotiques,

vermifuges), utilisés pour des animaux ou des humains, arrivent en deuxième position (10% du panel de polluants découverts chez les enfants). Ils sont talonnés (9,2%) par les intermédiaires chimiques de synthèse à l'instar des retardateurs de flamme et plastifiants, utilisés notamment dans l'industrie textile et les produits ménagers (le Tri-isobutyl phosphate a, par exemple, été détecté chez 13 enfants). Quels risques pour la santé ? Or, Test Achats rappelle que « certains polluants détectés sont avérés et d'autres suspects, d'être cancérigènes, mutagènes (dommages génétiques), tératogènes (effet sur le fœtus), reprotoxiques (problèmes de fertilité), neurotoxiques (dangers pour le système nerveux) et, surtout, perturbateurs endocriniens (effets hormonaux). » Car ces substances chimiques interagissent dans notre corps et peuvent se dégrader, sachant que les produits de leur dégradation peuvent être encore plus dangereux), et/ou se combiner entre elles pour créer le fameux « effet cocktail ». Ce processus fait qu'en s'associant, des molécules, même a priori inoffensives, peuvent par synergie s'avérer néfastes pour l'organisme. « Nous sommes interloqués d'avoir détecté 23 polluants interdits en Europe, parfois depuis de très nombreuses

années. », réagit Julie Frère, porte-parole de Test Achats. « Nous demandons que des études sérieuses soient menées quant à l'impact sur la santé de l'effet cocktail de diverses substances dans nos organismes. Notre analyse montre que l'on ne peut plus se limiter à étudier l'impact individuel de chaque polluant sur l'organisme. » S'il est impossible d'échapper complètement à un environnement pollué, un mode de vie sain (alimentation bio et locale, activité physique régulière et un choix de produits de consommation non toxiques) permet de réduire cette exposition. Face à ces résultats, l'association demande donc un contrôle renforcé, étant donné qu'un certain nombre d'enfants sont clairement exposés à des substances pourtant interdites. Celle-ci souhaite également que les autorités sanitaires étudient davantage, par principe de précaution, les possibles conséquences de « l'effet cocktail » sur la santé de la population tandis que les autorités politiques sont invitées à faire preuve de « plus de rigueur au niveau des (ré)autorizations de pesticides. » En France, c'est l'association de défense de l'environnement Generations Futures qui est entrée en compagnie et milite depuis plusieurs années contre les polluants chimiques.



Des astuces soin anti-froid spécial peaux sensibles

Souvent sujettes aux rougeurs, les peaux sensibles doivent être encore plus chouchoutées en hiver. Découvrez la bonne routine soins à adopter

Objectif calme

Pour votre épiderme l'hiver est loin d'être un allié. Votre problème se situe au niveau des vaisseaux sanguins. Plus poreux que ceux des autres peaux, ils souffrent des brusques changements de température. Ils se contractent au froid, se dilatent lorsqu'il fait chaud, et laissent alors apparaître des rougeurs au niveau des joues par exemple.



Une tendance qui s'accroît encore plus en hiver. Il faut donc un soin spécifique avec des ingrédients apaisants

comme les algues rouges ou les eaux thermales. Ou encore des actifs drainants pour relancer la micro-circulation, comme les flavonoïdes contenus dans les extraits de thé vert. Côté texture choisissez celle avec laquelle vous êtes le plus confortable, fluide, crème ou baume car les peaux sensibles peuvent être sèches, grasses ou mixtes.

L'astuce grand froid

Votre rituel démaquillant peut aussi vous aider à calmer l'apparition de ces rougeurs disgracieuses. Le top ? Les eaux micellaires car ce sont elles qui agressent le moins votre

film hydrolipidique. Certaines sont formulées pour ne pas être rincées, ce qui permet aussi de limiter l'effet desséchant de l'eau sur la peau.

Dans mon sac

Si vous sentez dans la journée, que votre peau se met à chauffer, vous pouvez vaporiser par-dessus votre maquillage un voile de brume hydratante. Choisissez-la avec des ingrédients apaisants comme le magnésium. N'oubliez pas de bien la tamponner, 15 secondes environ après l'application, avec un mouchoir en papier pour la faire pénétrer.

Épilateur :

Quel est le meilleur pour le visage ?



Quel est le meilleur épilateur pour le visage ?

En terme d'épilation du visage, on retrouve différents appareils et différentes méthodes adaptées à chaque besoin et à chaque zone :

Les épilateurs électriques : plus précis et plus petits que les épilateurs pour le corps classique, les épilateurs électriques pour le visage permettent d'épiler facilement le duvet : lèvre supérieure, poils au niveau du menton ou des joues mais aussi zone inter-sourcilière. De nombreuses marques proposent des kits composés de différents embouts qui permettent de réali-

ser un soin complet du visage juste avant ou après l'épilation. On craque pour ceux des marques Braun et Philips.

Les tondeuses : ces petits appareils à embout précis permettent de raser certaines zones du visage, notamment les sourcils. Ils peuvent être aussi utilisés pour raser le duvet même si cette technique reste controversée. On vous conseille ceux des marques Remington et Flawless

Les épilateurs à la lumière pulsée : ces appareils utilisent la technologie de la lumière pulsée pour éliminer les poils au fil des applications. Ils promettent une repousse plus



lente et des poils moins nombreux mais pas une épilation 100% définitive. On vous conseille celui de la marque Smoothskin.

Les épilateurs au laser : la marque Beurer propose un épilateur laser à domicile.

Les épilateurs mécaniques : il s'agit ici des pinces à épiler et des petits outils d'épilation comme celui de la marque Tweezerman. Une méthode un peu plus fastidieuse mais idéale pour un résultat très précis.

Comment s'épiler le duvet de la moustache avec un épilateur ?

Pour épiler correctement le duvet de la lèvre supérieure,

utilisez un épilateur électrique ou un embout spécialement conçu pour cet effet. Nettoyez et séchez votre peau plus placez votre épilateur contre votre peau. Effectuez des mouvements doux et lents sans trop appuyer l'appareil contre votre peau. Une fois l'épilation terminée, appliquez un soin apaisant et hydratez correctement la zone épilée.

Qu'est-ce que Flawless ?

Ce petit rasoir électrique de la marque Flawless est très tendance en ce moment. Il faut dire que son design est particulièrement attractif et sa forme très ergonomique. De la taille d'un rouge à lèvres, il est facile à manipuler et à emporter partout avec soi.

Son petit plus : il est équipé d'une lumière led qui permet de repérer facilement tous les poils. Attention, il s'agit d'un rasoir et non d'un épilateur électrique.

Comment s'épiler le visage naturellement ?

La méthode la plus naturelle pour épiler son visage est de réaliser une cire dépilatoire maison. Avant d'appliquer la cire sur votre visage, assurez-vous que sa température n'est pas trop élevée et qu'elle n'est pas irritante pour votre peau. Pour cela, testez-la auparavant sur votre avant-bras ou sur vos jambes.

Voici la recette de la cire dépilatoire maison :

2 cuillères à café de sucre en poudre

1 cuillère à café de miel

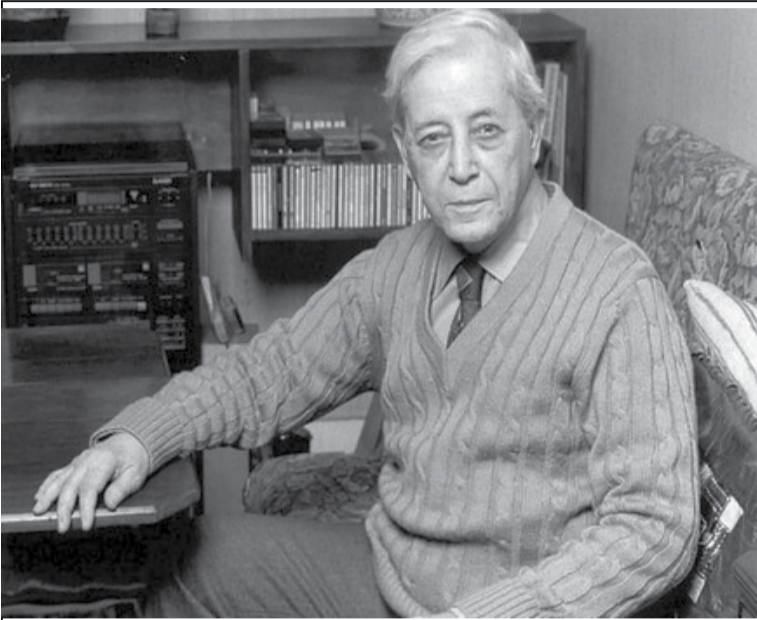
1 cuillère à café d'eau

2g de poudre de curcuma

Mélangez les ingrédients puis chauffez la préparation 30 secondes au micro-ondes. Utilisez-la ensuite comme une cire dépilatoire classique avec une spatule et des bandes dépilatoires.



«Mohamed Dib et l'Art: le regard pour ombre», une exposition à Paris, célébrant Mohamed Dib



Une exposition célébrant le centenaire de la naissance du grand romancier, Mohamed Dib (1920-2003), un des pères de la littérature algérienne d'expression française est prévue du 3 décembre 2021 au 29 janvier 2022 au Centre culturel algérien (Cca) à Paris, annoncent les organisateurs sur la page Facebook du Cca. Intitulée, «Mohamed Dib et l'Art: le regard pour ombre», cette exposition, organisée par

le Cca, en partenariat avec la Société Internationale des Amis de Mohammed Dib, rendra hommage à l'«artiste que fut également Mohamed Dib» qui avait toujours manifesté un intérêt pour les arts et s'était «essayé durant sa jeunesse à la peinture», faisant apparaître les «aspects picturaux» dans son œuvre, rappellent les organisateurs. «Ce qui est sûr, c'est que je suis un visuel, un œil (...), cela ressort dans mes écrits», peut-on lire sur la page de présentation



de l'événement rapportant les propos du romancier. Pour célébrer le centenaire de naissance de Mohammed Dib, les organisateurs ont convié aux côtés du grand romancier, les peintres qu'il a connus et appréciés, ses proches dans l'art, et des artistes contemporains que son écriture «puissamment

évoque» a inspirés. Mohammed Dib a toujours manifesté un intérêt pour les arts, sur lesquels il s'exprime dans plusieurs de ses livres. Ses photographies prises à Tlemcen en 1946, et révélées cinquante ans plus tard au public, ont été exposées en Europe, à Bamako et à New-York.

L'exposition offrira au regard des visiteurs deux tableaux de l'auteur et plusieurs de ses photographies. «le regard pour ombre» est une des poésies de l'auteur, tirée de son recueil «Le cœur insulaire» (2001).

Le Grand Carnaval de Dakar valorise la culture sénégalaise



Le Grand carnaval de Dakar au Sénégal vient de fermer ses portes après trois jours rythmés par des animations culturelles. Après avoir démarré sur les chapeaux de roues vendredi après-midi, cette deuxième édition du festival a poursuivi sa mission de promouvoir la culture sénégalaise tout en créant du partage et de l'échange avec les cultures d'autres pays. Artisans, acteurs culturels et de

l'éducation nationale sénégalais provenant des 14 régions du pays ou même du Québec au Canada, ont donc fait partie des 500 exposants invités à valoriser la culture sénégalaise. « Ce carnaval est une bonne chose pour la culture sénégalaise. Il permet aux artistes de se rencontrer, de se connaître et d'échanger des idées. C'est quelque chose à



poursuivre» a déclaré Oulÿe Fall, artiste-danseuse. Artisans, acteurs culturels et de l'éducation nationale sénégalais provenant de toutes les régions du pays ou même du Québec au Canada, ont donc fait partie des 500 exposants invités à valoriser la culture sénégalaise. «Le Sénégal est un pays avec une population très diverse qui s'entend très bien et qui a une culture extrêmement riche.

Dans chaque région, il y a une diversité extraordinaire et nous avons voulu créer un événement qui soit une plateforme pour la valoriser et la promouvoir, que ce soit au Sénégal ou dans le monde entier.» a révélé Fatou Kassé Sarr, organisatrice du carnaval de Dakar. Tout était également mis en place pour les jeunes générations s'intéressent à la tradition sénégalaise.

Des enfants ont par exemple participé à une parade, habillés en costumes traditionnels et portant des masques. « Je pense que c'est une excellente idée de faire de Dakar un rendez-vous annuel pour la culture, pour le folklore, pour nos souvenirs, donc je vois ce festival grandir dans trois ans, dans cinq ans, pour qu'on puisse se retrouver sur cette même place avec beaucoup de touristes qui viennent le voir aussi. » a déclaré Fatou Jupiter Touré, ambassadrice du carnaval de Dakar. Pour le représentant du grand carnaval de Dakar, Assane Mbow ce festival est l'occasion pour les artisans d mettre en valeur leurs produits tout en contribuant à la sauvegarde du patrimoine culturel du pays. Le Grand carnaval de Dakar est à présent inscrit à l'agenda des événements majeurs du Sénégal. L'édition 2021 était placée sous le thème « contes et légendes du Sénégal et d'ailleurs ».



Esclavage

Nantes revisite l'histoire de la traite atlantique

Le Château des ducs de Bretagne réinterroge sa collection permanente sur l'histoire de l'esclavage dans le cadre de l'exposition L'Abîme. Le parcours met en lumière la globalité d'un système colonial qui a perduré bien après l'abolition.

Des milliers de petits points rouges, bleus, oranges, ou verts s'agitent sur une carte du monde animée. Ce flux affolant témoigne des itinéraires atlantiques, entre la première moitié du 16e et la deuxième moitié du 19e siècle, de quelque 31 166 navires de traite vers l'Afrique depuis la France, le Royaume-Uni, le Portugal, l'Espagne ou encore les Pays-Bas. « Une partie de l'histoire est comptabilisable, mais reste celle qui est moins visible, observe Krystel Gualdé, directrice scientifique du musée d'histoire de Nantes et commissaire de la très dense exposition L'Abîme. Nantes dans la traite atlantique et l'esclavage colonial, 1707-1830. Un titre choisi en référence à la notion de gouffre atlantique du philosophe et romancier martiniquais Edouard Glissant. Cartographies de comptoirs de traite et commerciaux, documents d'archives (campagnes, factures, plans de navires...) souvent illustrés au moyen d'extraits sonores, cartes de territoires colonisés, peintures animées et autre maquette de navire à grande échelle projetée au sol et sur les murs... Autant de dispositifs immersifs qui permettent au visiteur de rentrer dans l'histoire pour mieux comprendre en quoi elle résonne encore aujourd'hui.

Scénographie inédite

Montrer la complexité du passé de la traite atlantique, qui fit entre 13 et 17 millions de victimes, pour être acteur et conscient du présent, tel est l'objectif que se sont fixés Krystel Gualdé et Bertrand Guillet, directeur du Château des Ducs de Bretagne – qui abrite le musée où se tient l'exposition depuis le 16 octobre (et jusqu'au 16 juin 2022). Grâce à une scénographie inédite, ils ont ainsi repensé la collection permanente du musée pour offrir un parcours qui réinterroge l'histoire.

La première partie revient sur l'exploration des côtes africaines et le partage du monde par



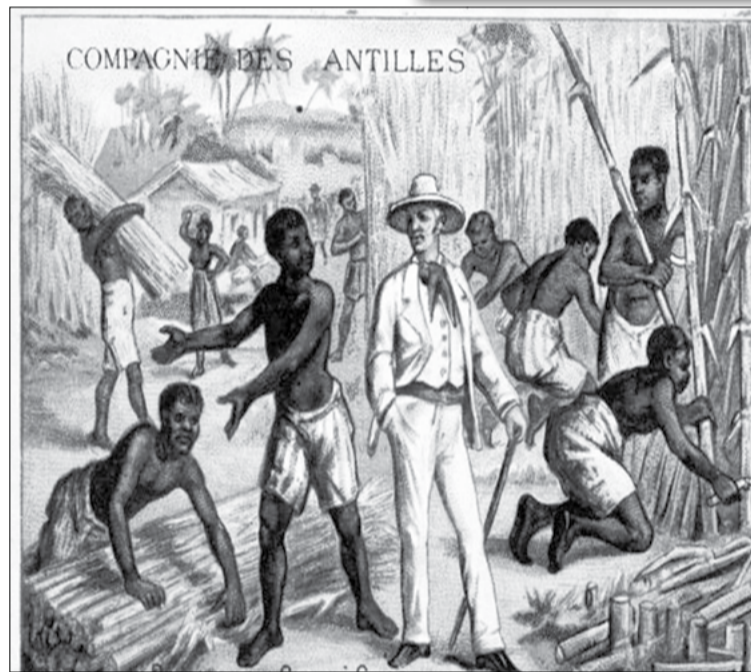
les Européens, les Portugais d'abord dès 1455, suivis par les Flamands, les Allemands, les Anglais, les Génois et les Vénitiens. Le nouvel espace rappelle les grandes étapes de la création de l'empire colonial français, sans faire l'impasse sur les territoires dits ultramarins aujourd'hui, dont l'histoire est directement liée à la colonisation du continent américain et à l'esclavage.

« C'était important pour nous de montrer la Martinique et la Guadeloupe pour que le visiteur comprenne les enjeux de la créolisation du monde, souligne Krystel Gualdé. Un musée d'histoire n'a d'utilité que si la démarche s'inscrit dans les débats qui questionnent la société civile. Qu'est-ce que les gens connaissent de la colonisation ?, s'interroge-t-elle. C'est une histoire très ancienne, qui remonte à l'esclavage. Celle du continent africain n'est que la seconde étape ». L'exposition fait également état de l'alliance entre la France et les grands royaumes africains dans le Royaume du Congo et de Guinée. Une organisation structurée qui « n'empêche pas les victimes ».

Réflexion lexicale

Outre la scénarisation, une réflexion sur le lexique a également été menée par les équipes du musée, à la lumière du débat sur la décolonisation de la pensée. Sur les cartels, le terme « esclave » est ainsi remplacé par « personne mise en esclavage », car le premier « gomme l'identité ». Mais c'est surtout la notion de « commerce triangulaire » que les acteurs du Château ont tenu à supprimer. L'objectif de l'exposition étant de démontrer que la traite atlantique s'inscrit dans un système global.

Si Nantes devient, au cours de la première moitié du 17e siècle, un grand port d'armement international, la ville privilégie dès 1660 le commerce colonial



des armateurs avec la vente de produits indiens et asiatiques qui contribuent largement à son enrichissement entre 1720 et 1733. À cette époque, des pièces textiles rapportées des Indes et des cauris arrivent dans le port dans des quantités astronomiques. Des biens aussitôt échangés en Afrique contre des captifs.

Porcelaine de Chine, soie, et même meubles en acajou provenant des Antilles... Autant de produits coloniaux exposés dans les vitrines du musée pour lever le voile sur un système qui tournait en permanence, enrichissant l'élite nantaise, une société avide de démonstration sociale, qui se voulait raffinée et qui consommait également tabac et café. « Il y a longtemps eu une nostalgie du grand XVIIIe siècle nantais, souligne la commissaire de l'exposition. Pendant des années, on a montré le passé "négrier" de Nantes,



précieux travail du journaliste franco-ivoirien Serge Bilé avec la diffusion de « Paroles d'esclavage, les derniers témoignages » (2011), tourné en Martinique.

Réseau de chercheurs africains
Le Musée de Nantes n'a pas fini de développer son cycle autour de l'esclavage. Plusieurs rendez-vous auront lieu jusqu'en décembre, comme le Mois Kreyol, le festival des langues et des cultures créoles. Pour une fois, un réseau de chercheurs africains est aussi impliqué dans la réalisation de ces événements, ce qui jette un éclairage particulièrement pertinent sur le savoir accumulé. Nantes réalise un travail sur le devoir de mémoire depuis plus de trente ans. En 1991, elle lançait « Les anneaux de la mémoire », la première exposition temporaire en France consacrée à la traite des Noirs et à l'esclavage, suivi dix ans plus tard par l'inauguration du mémorial de l'abolition de l'esclavage sur le quai de la Fosse. De son côté, Bordeaux a déjà commencé à dévoiler les pages les plus noires de son histoire. Alors que l'on célèbre les 20 ans de l'adoption de la loi Taubira reconnaissant la traite et l'esclavage en tant que crime contre l'humanité, reste à savoir si les autres villes concernées par la traite atlantique emboîteront le pas.

aujourd'hui on assume son passé esclavagiste, complète Bertrand Guillet. L'accrochage rend ainsi hommage aux victimes et retrace des récits de vie de personnes mises en esclavage ayant vécu à Nantes. Leurs noms sont également projetés sur les murs pour restituer tout leur humanité.

L'exposition se conclut sur les révolutions (marronnages dans les territoires mis en esclavage, révolution haïtienne...) et sur les différentes abolitions jusqu'à celle de 1848 avec les mouvements de résistance en Guadeloupe et en Martinique, qui précèdent la colonisation du continent africain. Mais elle ne se referme pas totalement. Fait plutôt inédit, le parcours s'ouvre sur les vestiges du système esclavagiste dans notre contemporanéité : du racisme à l'esclavage moderne. Une partie didactique plutôt réservée au jeune public, qui a toutefois le mérite de mettre en lumière le

Leïla Bekhti :

Ses rares confidences sur ses trois enfants



Heureuse maman de trois enfants, Leïla Bekhti se fait discrète lorsqu'il s'agit d'évoquer sa vie privée. Toutefois, impossible pour elle de ne pas évoquer sa petite

tribu, qui a fait d'elle l'actrice, et surtout la femme, qu'elle est désormais, comme elle l'a confié dans les colonnes de Madame Figaro.

Une véritable wonder maman.

Depuis son César en 2011 pour son rôle de Lila dans Tout ce qui brille, Leïla Bekhti enchaîne les films, les projets, et ne cesse de briller au sommet du cinéma français au sein duquel elle s'est imposée comme une actrice talentueuse, mais aussi, d'une simplicité désarmante dans ce monde de paillettes. À l'affiche de deux films cette année, La Troisième Guerre, de Giovanni Aloi, où elle interprète une militaire de la mission Sentinelle, et Les Intranquilles, de Joachim Lafosse, où elle est l'épouse réparatrice d'un homme bipolaire, Leïla Bekhti est dans le privé une maman de trois enfants, nés de ses amours avec Tahar Rahim. Et ceux-ci font désormais partie intégrante de l'actrice qu'elle est devenue, mais aussi, de la future réalisatrice qu'elle souhaite être.

Si elle se ressent «un sentiment d'intranquillité [...] depuis le jour où [elle a] eu [ses] enfants», la comédienne confie à Madame Figaro, en kiosque vendredi 26 novembre, que ceux-ci lui «permettent aussi d'avancer dans la tranquillité et de relativiser toutes les émotions liées à [son] métier». «D'ailleurs, pour ce film (Les Intranquilles, ndlr), je venais d'accoucher de ma fille, et Joachim m'a demandé de garder mes kilos postgrossesse. Finalement, c'était cohérent avec le personnage, et bien m'en a pris car quelque temps plus tard, j'apprenais que j'étais enceinte de mon troisième enfant», précise la comédienne.

Leïla Bekhti se sent «capable de tout»

Devenue maman pour la première fois d'un petit garçon

en 2017, Leïla Bekhti et Tahar Rahim ont ensuite accueilli en 2020 une petite fille, avant, moins d'un an plus tard, de devenir parents pour la troisième fois, là encore dans le plus grand secret. Toujours très discrète lorsqu'il s'agit d'évoquer sa petite tribu, la comédienne ne cache plus aujourd'hui qu'être maman lui a permis de grandir en tant qu'actrice. À tel point que désormais, elle n'a pas peur de passer derrière la caméra. «Aujourd'hui, je me sens capable de tout. Un peu comme Hulk, le personnage préféré de mon fils aîné», confie-t-elle, avant de conclure : «Je crois qu'avoir fait trois enfants en seulement quatre ans m'a apporté une force et une liberté de pensée sans commune mesure.»

Pascal Obispo victime d'un malaise lors d'un concert

Après deux années de crise sanitaire, ses fans l'attendaient avec impatience, mais le grand show n'a finalement pas eu lieu. Le lundi 29 novembre, alors que Pascal Obispo venait de monter sur scène pour un concert privé à Bruguères, près de Toulouse (Haute-Garonne), le chanteur a été victime d'un malaise vagal, selon BFMTV. Nos confrères de La Dépêche mentionnent cependant un malaise en coulisses. En cause, un surmenage et une grosse fatigue.

Par chance, un médecin présent sur place a pu prendre en charge l'artiste de 56 ans et réaliser les premiers examens. Prenant

toutes les précautions nécessaires et craignant une attaque cardiaque, il a immédiatement appelé une ambulance. À cette heure, l'ancien coach de The Voice reste cependant hospitalisé pour passer une série d'examens complémentaires. «Les jours de Pascal Obispo ne sont évidemment pas en danger», a tenu à rassurer l'équipe 100% radio, à l'initiative du concert. Pascal Obispo épuisé par la promotion de son nouvel album? Véritable bête de scène, le lundi soir, Pascal Obispo était impatient de retrouver son public. Il venait présenter son dernier album intitulé sobrement France,

dans lequel il rend hommage à l'interprète de Résiste, France Gall. Un disque initialement composé pour l'artiste, décédée en janvier 2018. Pour la promotion de ce nouvel opus, ces dernières semaines le mari de Julie Obispo a multiplié les plateaux de télévision : C à vous, Touche pas à mon poste, On est en direct, Les Enfants de la télé... Le chanteur a également participé à l'enregistrement de deux émissions musicales : La Grande soirée des duos ainsi que La Boîte à secrets. Désormais, Pascal Obispo doit prendre du repos.



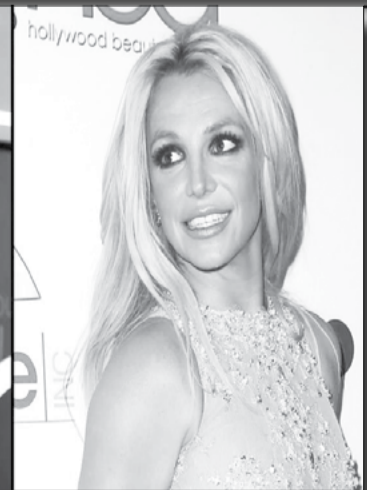
Sam Asghari remercie Britney Spears

Si Britney Spears est aux anges depuis la levée de sa tutelle, Sam Asghari, son fiancé, n'est pas en reste. En effet, le jeune homme de 27 ans se fait doucement une place à Hollywood, et il est bien conscient que les quelques rôles qu'il a déjà pu obtenir ne sont pas étrangers à sa relation avec la pop star.

« Je veux juste la remercier de m'avoir mis sur les radars par rapport à tout ce qui se passe dans ma carrière. Elle m'a tellement aidé avec ça. Soyons réalistes là-dessus, n'est-ce pas ? », a confié Sam Asghari à Variety à la sortie de la pre-



mière de House of Gucci la semaine dernière à Los Angeles. L'occasion également de se réjouir pour sa fiancée qui est



enfin libre de ses mouvements. Au top « Je suis tellement heureux pour elle et j'ai fait office de



pillier pour elle autant que j'ai pu, mais tout le mérite lui revient. Elle a été un roc. Elle m'inspire. Elle aime ses fans. Alors, vous savez, quelque part, tous les fans et ses efforts ont permis que ce soit pos-

sible», a continué Sam Asghari qui n'a jamais douté une seule seconde de la victoire de Britney Spears.

« C'est juste un moment incroyable. Je profite simplement de ma vie et on va avoir un futur si incroyable ensemble. Alors j'ai juste hâte que tout ça arrive », a-t-il enfin déclaré.

Dernièrement, Sam Asghari a obtenu des petits rôles dans Black Monday, Hacks, ou encore Hot Seat, un thriller avec Mel Gibson et Shannen Doherty.

AADL 2013 : Retrait des décisions d'affectation au profit de 68.000 souscripteurs

L'Agence nationale d'amélioration et de développement du logement (AADL) a procédé, lundi, à l'ouverture de son site internet pour le retrait des décisions d'affectation au profit de 68.000 souscripteurs inscrits dans le programme location-vente de 2013, a indiqué, lundi, le directeur général de l'AADL, Fayçal Zitouni.

«En exécution des engagements du ministre de l'Habitat, de

l'Urbanisme et de la Ville, Tarek Belaribi, 68.000 souscripteurs au programme location-vente de 2013 peuvent retirer les décisions d'affectation en les téléchargeant via le site internet www.aadl.com.dz», a précisé M. Zitouni.

Cette opération demeure ouverte pendant un mois jusqu'à la remise totale de toutes les décisions et les souscripteurs concernés peuvent retirer leurs décisions en les téléchargeant directement via le site électronique, a précisé le

DG de l'AADL.

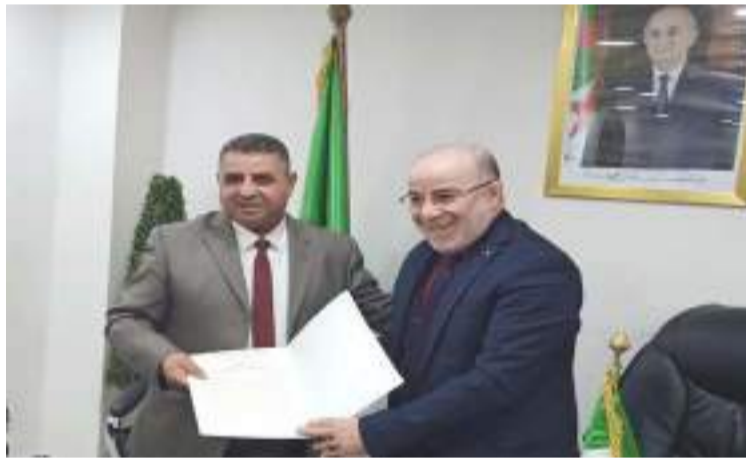
Elle concerne 44 wilayas dont Alger, Sétif, Biskra, Guelma, Annaba, Tipaza, Blida, Skikda, Tlemcen et Mostaganem et sera suivie après 15 jours par la remise des ordres de versement de la troisième tranche.

M. Zitouni a indiqué que cette opération de retrait des décisions d'affectation vient après que le taux d'avancement des travaux au niveau des sites ait atteint 70 %.



Belmehdi installe le nouveau DG de l'ONPO dans ses nouvelles fonctions

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi a installé, lundi à Alger, M. Ahmed Slimani dans ses nouvelles fonctions de Directeur général (DG) de l'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO). Supervisant la cérémonie d'installation qui s'est déroulée au siège de l'ONPO à Kouba et en présence de cadres du ministère, M. Belmehdi a affirmé que « le développement du travail de l'ONPO ne se fera pas sans la conjugaison des efforts de tout un chacun », lit-on dans un communiqué de l'ONPO. Le ministre du secteur a mis



l'accent sur « l'importance du travail en tant qu'une seule équipe, à même de garantir à l'établissement une entière cohérence avec la tutelle, ce

qui est de nature à regrouper les expériences, à économiser du temps, en vue de concrétiser les objectifs avec des taux élevés, à dévoiler le savoir-faire et

à permettre aux compétences d'innover, à l'effet de préserver les résultats concrétisés et poursuivre la consolidation de la promotion du niveau des prestations fournies aux pèlerins ». Selon la même source, le ministre a ajouté que M. Slimani, le cadre qui « dispose de beaucoup d'expérience à même de diriger cet établissement vers la concrétisation de ses objectifs ». M. Belmehdi a réitéré ses remerciements au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour son approbation de la proposition de la nomination de M. Ahmed Slimani comme DG de l'ONPO.

De son côté, le nouveau DG de l'ONPO, a fait part, à l'occasion, de sa gratitude et de sa fierté de jouir de la confiance du ministre et des autorités suprêmes du pays, en sa personne en vue de s'acquitter de cette noble mission qu'il œuvrera à accomplir pleinement.

M. Slimani a souligné « son souci d'assurer un climat de cohérence et de symbiose totale, de concert avec les travailleurs de l'ONPO et en conformité avec le message et les engagements du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, issus du programme d'action du Gouvernement, ajoute-t-on dans le communiqué.

Monoxyde de carbone : 95 décès depuis le début de l'année

Quatre-vingt-quinze (95) personnes sont décédées par inhalation de monoxyde de carbone et plus de 2.000 autres ont été secourues d'une mort certaine depuis janvier 2021 par les éléments de la protection civile, qui a renouvelé mardi dans un communiqué son appel aux citoyens à la vigilance et au respect des consignes de sécurité.

La Protection civile a rappelé que le monoxyde de carbone était un « gaz dangereux, invisible et sans odeur » qui provoque des « intoxications parfois fatales, résultant d'une mauvaise utilisation des appareils de chauffage ou d'une absence d'aération dans les habitations, demeures et locaux.

« La prévention reste un moyen très efficace pour réduire les risques liés à ce type d'accidents domestiques », a souligné la même source, invitant les citoyens à « respecter les consignes de sécurité nécessaires afin de

préserver et protéger leurs vies ».

Enumérant ces consignes, la Protection civile a appelé notamment à ne pas boucher les prises d'air dans les pièces, à ventiler le logement lors de l'utilisation des appareils de chauffage, à l'aérer au moins 10 minutes par jour et à ne pas utiliser de tels appareils dans des pièces dépourvues d'aération. Les appareils de chauffage doivent faire aussi l'objet d'un entretien régulier par un professionnel. La Protection civile a recommandé, en outre, de ne pas utiliser comme moyen de chauffage la « tabouna » ou des appareils de cuisson et de ne pas laisser un moteur de voiture en marche dans un garage fermé.

En cas d'intoxication au monoxyde de carbone, la Protection civile demande aux citoyens d'appeler le numéro d'urgence (14) et le numéro vert (1021), en précisant « l'adresse exacte et la nature de l'accident pour une prise en charge rapide et efficace ».

